

TRAVAUX DU FORUM ONU SIEN SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

ABDELKRIM BOUZERD REPRÉSENTE NOTRE PAYS À NEW YORK

Le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzerd, participe depuis hier lundi, au siège des Nations unies à New York, aux travaux du forum du Conseil économique et social dédié au suivi du financement du développement pour l'année 2026.



P.4

ENTRENOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mardi 2 Dou Al-Qiida - 21 Avril 2026 - N° 1289 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

RECONSTRUCTION À GHAZA

L'ONU ET L'UE L'ÉVALUENT À 71,4 MILLIARDS DE DOLLARS



Les Nations unies et l'Union européenne ont estimé lundi à environ 71,4 milliards de dollars l'ampleur des destructions, des pertes économiques et des besoins de relèvement et de reconstruction sur la prochaine décennie dans la bande de Ghaza.

P.7

CINÉMA

PLUS DE 55 FILMS DE 20 PAYS AU 6E FESTIVAL DU FILM MÉDITERRANÉEN D'ANNABA

Plus de 55 films, produits dans 20 pays, participeront à la 6e édition du festival du film méditerranéen prévu à Annaba du 24 au 30 avril prochains avec, comme invité d'honneur, le cinéma égyptien, a indiqué le commissaire du festival, Mohamed Allal.

P.12

ORIENTATIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

LES EXPERTS ÉCONOMIQUES EXPRIMENT LEUR SATISFACTION



P.3

Des experts économiques ont salué les orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, visant à faire de l'activité minière un secteur vital et un moteur essentiel pour rompre avec la dépendance aux hydrocarbures, dans le cadre d'un plan économique national.

L'AUTISME AU CŒUR D'UNE MOBILISATION COLLECTIVE À ALGER EXPERTS ET INSTITUTIONS PLAIDENT POUR UN DÉPISTAGE PRÉCOCE

Un colloque d'envergure nationale consacré à l'autisme s'est déroulé lundi à Alger, mettant en avant la nécessité d'un repérage anticipé ainsi que d'une synergie accrue entre les différents intervenants afin d'optimiser la prise en charge des personnes concernées par ce trouble.

P.10

ALGERIA BID ROUND 2026

SAMIR BAKHTI DÉCRYPTE L'APPEL À CONCURRENCE

L'Algérie s'attèle à lancer de nouveaux investissements capables de garantir la durabilité de ses sources financières et renforcer sa sécurité énergétique pour répondre aux besoins du marché national en termes d'énergie.

Par Malika Azeb

Dans ce cadre, le président du Comité de direction de l'Agence nationale pour la valorisation des ressources en hydrocarbures (Alnaft), Samir Bakhti, a décrypté hier, lors de son passage dans l'émission « Invité du jour » de la Chaîne 3 de la Radio nationale, l'appel à concurrence « Algeria Bid Round 2026 ».

Il a indiqué que cette opération porte sur sept nouvelles zones destinées à l'exploration des hydrocarbures, jugées parmi les plus prometteuses du domaine minier national.

M. Bakhti a précisé que ces sept zones, disposant d'un volume significatif d'hydrocarbures et d'un dispositif modernisé axé sur la transparence et la digitalisation, sont particulièrement attractives en matière d'investissement.

Dans ce contexte, M. Bakhti a affirmé que « l'appel à la concurrence, c'est Alnaft qui offre à l'industrie Oil and Gas mondiale et nationale des opportunités d'investir », rappelant qu'« une première expérience avait déjà été menée en 2024 ».

Concernant l'année 2026, le mécanisme a été structuré autour d'une sélection rigoureuse issue d'un « Nomination Process » (processus de sélection) lancé en octobre 2025, au cours duquel 24 projets ont été présentés à l'industrie internationale.

L'appel d'offres pour l'investissement dans l'exploration des sept zones retenues a été consulté par 70 compagnies, ce qui a permis de recueillir un retour important du marché, a souligné Samir Bakhti.

Sept périmètres ont été retenus sur la base de ce retour et des priorités nationales, parmi lesquels figurent les périmètres El Menzel, Ahara, Reggane II, Touggourt Sud, Berkine Est, Gourara et Illizi ; ces blocs couvrent divers sites géologiques et présentent des profils variés, allant de l'exploration pure à l'optimisation des gisements existants.

M. Bakhti a estimé que ces gisements présentent un potentiel intéressant en termes de ressources, précisant que « l'on cumule, pour l'ensemble des périmètres, environ 1,8 milliard de barils de ressources, auxquels s'ajoutent 8,63 milliards de mé-



tres cubes de gaz en ressources », ainsi que « 239 millions de barils et 19 milliards de mètres cubes de gaz en réserves déjà découvertes ».

Il a souligné que ces volumes représentent « la base des offres proposées aux investisseurs pour élaborer leurs programmes d'exploration et de développement ».

Le président du Comité de direction d'Alnaft a rappelé que le processus de sélection repose essentiellement sur les engagements techniques, précisant que « l'évaluation des offres se basera sur le nombre de puits, les superficies sismiques et les études proposées ».

Le but de ce mécanisme est d'assurer des investissements concrets avec un impact social, environnemental et économique avantageux, tout en favorisant des partenariats durables.

« Nous visons des partenariats solides et de long terme », a indiqué ce responsable, en soulignant que les investisseurs devront également passer par une phase de préqualification technique et financière.

Les investisseurs doivent disposer des capacités nécessaires pour opérer dans un domaine fortement capitalistique (nécessitant d'importants moyens). Dans ce contexte, Samir Bakhti a affirmé qu'« il faut s'assurer que ce partenaire exerce selon les standards de l'industrie et qu'il a la capacité de mobiliser les fonds nécessaires ».

Un autre objectif visé par cet appel d'offres est la diversification des partenariats étrangers en Algérie. M. Bakhti a souligné que « nous voudrions diversifier la présence du partenariat étranger en Algérie », en signalant que des

compagnies d'Amérique latine, d'Asie, d'Europe et d'Afrique avaient déjà manifesté leur intérêt lors de l'appel précédent.

Il a également ajouté que le dispositif reste ouvert aussi bien aux investisseurs internationaux qu'aux acteurs du secteur privé algérien.

Concernant les contrats d'exploitation, Samir Bakhti a précisé que la majorité des périmètres, soit 6/7, seront attribués sous forme de contrats de partage, tandis qu'un périmètre sera exploité sous forme de participation. « Il faut que ce soit gagnant-gagnant », a-t-il indiqué, tout en insistant sur « la nécessité d'un équilibre économique pour assurer la viabilité des projets ».

M. Bakhti a rappelé que le calendrier du Bid Round 2026 a été clairement défini depuis son lancement officiel le 19 avril 2026, et que la clôture de ce processus est prévue pour le 26 novembre 2026, avec une séance publique d'ouverture et d'attribution des offres.

Ce dernier comprend une phase d'inscription et de préqualification allant jusqu'au 1er juin prochain. À partir de cette date, les compagnies auront accès au « Data package », qui comprend l'ensemble des données géologiques et géophysiques nécessaires à l'évaluation.

Le point fort de cette édition est sa digitalisation complète. « Tout a été digitalisé », a affirmé Samir Bakhti, en ajoutant que « l'inscription se fait via une plateforme en ligne et les sessions de data room se dérouleront en mode virtuel, permettant aux investisseurs d'accéder aux données sans se déplacer ».

« Cette initiative s'inscrit dans une stratégie de long terme et non dans une logique conjoncturelle ; nous avons commencé à préparer ce cycle depuis août 2025 », a rappelé M. Bakhti, tout en rejetant tout lien direct avec les changements géopolitiques ou énergétiques actuels.

Algeria Bid Round 2026 ambitionne de renforcer l'attractivité du secteur minier algérien et de mobiliser des investissements internationaux structurants, d'autant que le pays dispose de ressources en hydrocarbures estimées à près de 2 milliards de barils de pétrole et d'un cadre modernisé.

M.A

SEMAINE NATIONALE SCIENTIFIQUE

DIVERSES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES ORGANISÉES À L'UNIVERSITÉ MUSTAPHA-STAMBOULI DE MASCARA

Diverses activités scientifiques ont été organisées, lundi à l'Université "Mustapha-Stambouli" de Mascara, dans le cadre de la Semaine nationale scientifique, initiée par l'Académie algérienne des sciences et des technologies.

Ces activités ont été marquées par l'organisation d'une rencontre d'information et d'étude sur le thème "L'agriculture et les défis hydriques", incluant des conférences scientifiques portant sur "L'eau et l'agriculture en Algérie", "Le sol: fonctions et pollution" et "Le contrôle biologique de la qualité". Une visite scientifique a également été organisée à la ferme expérimentale de l'université, ayant permis de découvrir l'utilisation des technologies scientifiques modernes dans le domaine des grandes cultures et des arbres fruitiers.

À cette occasion, une exposition de modèles réussis de projets innovants de l'Université "Mustapha-Stambouli" a été organisée, mettant en avant l'usage des technologies modernes pour le développement des pratiques agricoles dans la wilaya de Mascara.

Dans son intervention, lors de cette rencontre, le président de l'Académie algérienne des sciences et des technologies, le professeur Mohamed-Hichem Kara, a indiqué que "l'objectif de l'organisation de la Semaine nationale scientifique est de faire connaître les réalisations du chercheur algérien, de valoriser

ses innovations scientifiques et de mettre en lumière des thématiques importantes liées à l'agriculture, à l'eau et aux ressources minières".

Il a ajouté que "cette manifestation scientifique nationale se poursuivra, durant la semaine en cours, pour cibler la wilaya de Tindouf, qui accueillera des débats scientifiques approfondis sur les ressources minières de la région, avant de se clôturer, jeudi prochain, par une cérémonie à Alger, en l'honneur des femmes scientifiques algériennes activant à l'intérieur et à l'extérieur du pays".

De son côté, le secrétaire général de la wilaya, Abdelmalek Makhloufi, a souligné que "l'Etat algérien, sous la conduite éclairée du président de la République, accorde une grande importance au développement du secteur agricole à travers le lancement de programmes ambitieux visant à renforcer la production nationale, à réduire la dépendance aux marchés extérieurs et à promouvoir l'investissement agricole durable". Par ailleurs, l'enseignant à l'Université "Mustapha-Stambouli", Nourredine Soltani, a indiqué lors de son intervention que l'Algérie a connu, ces dernières années, "un intérêt accru pour le contrôle biologique des sols et l'agriculture biologique en tant que stratégie visant à améliorer la fertilité des sols", ce qui permet de garantir la qualité des produits agricoles, notamment face aux défis du changement climatique,

de la salinité et de la pollution des sols".

Le conférencier a insisté sur la nécessité de renforcer la coopération scientifique entre l'université et le secteur agricole, afin de développer et d'améliorer la production agricole grâce à l'adoption de technologies modernes, tout en s'adaptant aux changements climatiques et à leurs impacts sur la qualité des sols et les rendements agricoles.

De son côté, l'enseignant à la même université, Othmane Laouissi, a affirmé que l'adoption du système d'irrigation par les eaux usées traitées constitue "un choix stratégique" permettant d'irriguer de vastes superficies agricoles en Algérie, compte tenu des changements climatiques que connaît le pays, à l'instar de nombreux autres pays dans le monde.

Il a ajouté que les solutions scientifiques ont prouvé leur efficacité dans le développement de l'irrigation agricole, notamment à travers l'utilisation de la technologie de traitement tertiaire des eaux usées, qui représente une alternative efficace aux systèmes d'irrigation reposant sur les eaux souterraines et les barrages.

En marge de ces interventions, les participants aux activités scientifiques organisées dans le cadre de la Semaine nationale scientifique à l'université de Mascara ont été honorés, a-t-on souligné.

R.S

CE QU'IL FAUT RETENIR DU DERNIER CONSEIL DES MINISTRES LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ORDONNE D'ENTAMER L'EXPORTATION DU PHOSPHATE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, d'entamer l'exportation du phosphate de la mine de Bled El Hadba d'ici mars 2027 au plus tard.

Après avoir félicité le nouveau ministre des Mines pour sa prise de fonctions, le président de la République a chargé ce dernier d'œuvrer pour que l'Algérie atteigne l'étape de l'exportation du phosphate d'ici mars 2027 au plus tard, en tant qu'objectif économique majeur du secteur actuellement, notamment avec l'achèvement des travaux du quai minéralier dans le cadre de l'extension du port d'Annaba (mars 2027)", précise le communiqué du Conseil des ministres.

Monsieur le Président de la République a rappelé au Conseil et au ministre du secteur que le plan économique de l'Algérie, pour l'étape actuelle et future, "vise à faire du secteur des mines un secteur vital générateur de richesse et un moteur essentiel pour rompre avec la dépendance aux hydrocarbures".

Dans ce contexte, le Président de la République a ordonné le lancement immédiat des travaux de création d'unités de traitement des matières premières de la mine de phosphate de Bled El Hadba, parallèlement avec l'exploitation de la mine et le lancement immédiat de la mise en place des stocks de l'urée et de l'ammoniac, selon les normes techniques internationales, étant des matières soumises à des conditions particulières de stockage. Concernant le quai minéralier dans le cadre de l'extension du port d'Annaba, le Président de la République a ordonné de renforcer et de consolider le partenariat algéro-chinois, dans le domaine de la construction, d'extension et de dragage des ports, pour la construction du quai minéralier, dans le cadre de l'extension du port d'Annaba, dont les travaux s'achèveront fin mars 2027. S'agissant de la ligne ferroviaire du Sud Alger-Laghouat-Ghardaïa-El Menia-In Salah-Tamanrasset, dont la mise en service est prévue à la fin 2028, le président de la République a instruit le Gouvernement de concentrer ses efforts sur la concrétisation du "nouveau pari du siècle", qui n'est pas de moindre importance que le projet de Gara-Djebilet, lit-on dans le communiqué du Conseil des ministres.



Le président de la République charge le nouveau ministre de l'Hydraulique de préparer un nouveau plan de gestion

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a instruit, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, le nouveau ministre de l'Hydraulique de préparer un nouveau plan de gestion de ce secteur vital, indique un communiqué du Conseil des ministres.

Après avoir félicité le nouveau ministre pour sa prise de fonctions, le président de la République a "chargé ce dernier de préparer un nouveau plan de gestion pour ce secteur vital, afin de le développer et de réaliser une sécurité hydrique à long terme, comme objectif suprême du programme du président de la République".

Le président de la République a insisté sur le "renouvellement et l'actualisation du système de veille du secteur pour qu'il soit efficace et performant, capable d'apporter à la fois, le diagnostic et les solutions, avec

une célérité maximale face à toute urgence, afin que le secteur soit à la hauteur des aspirations de nos citoyens".

Après avoir écouté un exposé sur la restructuration du secteur de l'énergie et des énergies renouvelables, le président de la République a ordonné une étude de faisabilité pour la création d'un secrétariat d'Etat chargé des énergies renouvelables dans la nouvelle structure de gestion du secteur.

A cette occasion, le président de la République a salué à nouveau "les efforts consentis par les travailleurs et les cadres de l'entreprise Sonelgaz", ajoute le communiqué du Conseil des ministres.

Le président de la République salue la progression positive du rôle des jeunes dans le secteur économique et l'entrepreneuriat

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a salué, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, la pro-

gression positive du rôle des jeunes dans le secteur économique, l'entrepreneuriat et d'autres secteurs, appelant à poursuivre cette démarche visant à soutenir le processus d'édification nationale, en leur offrant la possibilité d'accéder aux plus hautes fonctions dans les différents secteurs, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

Après la présentation de l'exposé sur la mobilisation des jeunes pour les prochaines élections législatives, "Monsieur le président de la République a salué la progression positive du rôle des jeunes dans le secteur économique, l'entrepreneuriat et autres secteurs", souligne la même source.

Monsieur le président a appelé à "poursuivre cette démarche visant à soutenir le processus d'édification nationale, qui s'accompagne d'une prise de conscience croissante, chez les jeunes, dans cette noble mission", soulignant "la nécessité d'encourager les jeunes, y compris l'élément féminin, en leur offrant la possibilité d'accéder aux plus hautes fonctions dans les différents secteurs, un honneur pour l'Algérie, victorieuse".

Le président de la République félicite la ministre de la Culture et des Arts

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a félicité, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, la ministre de la Culture et des Arts pour les efforts consentis en vue de la réussite de la visite du Pape Léon XIV dans la wilaya d'Annaba, a indiqué un communiqué du Conseil des ministres.

"Monsieur le président de la République a entamé la réunion du Conseil des ministres en félicitant Madame la ministre de la Culture et des Arts pour les efforts consentis en vue de la réussite de la visite du Pape Léon dans la wilaya d'Annaba", souligne le communiqué.

RA/APS

POINT DE VUE D'EXPERTS

LES ORIENTATIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SALUÉES

Des experts économiques ont salué les orientations données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, visant à faire de l'activité minière un secteur vital et un moteur essentiel pour rompre avec la dépendance aux hydrocarbures, dans le cadre d'un plan économique national.

A ce propos, le consultant international en développement économique, Abderrahmane Hadeff, a indiqué dans une déclaration à l'APS que les instructions du président de la République portant sur l'accélération de la cadence de réalisation des projets stratégiques et la fixation de délais précis pour leur entrée en exploitation, "dessinent les contours d'une nouvelle étape dans le parcours de l'économie algérienne". Ces orientations "traduisent, non seulement une forte volonté politique, mais aussi les fondements d'une transformation profonde de l'approche de la gouvernance économique, fondée sur le passage d'une gestion de l'urgence et de la conjoncture à un système de gouvernance stratégique reposant sur une vision intégrée et à long terme", a-t-il précisé.

L'Algérie "connaît aujourd'hui une mutation de sa gouvernance économique, l'objectif ne se limitant plus à la réalisation d'équilibres conjoncturels, mais s'oriente vers une refonte du modèle économique afin de le rendre plus diversifié et durable, à travers une nouvelle approche basée sur la valorisation des ressources nationales et l'orientation des investissements vers des secteurs productifs à forte valeur ajoutée, tout en consacrant la culture du résultat et le respect des délais comme critères essentiels de mise en œuvre", a-t-il précisé.

S'agissant du projet de phosphate intégré à Bled El Hadba, l'intervenant a déclaré que les orientations du président de la République selon lesquelles l'exportation du phosphate doit se faire en mars 2027 "reflètent une vision intégrée pour accélérer la cadence de mise en œuvre de cette installation straté-

gique et la placer au cœur de la transformation économique en cours", ajoutant "qu'il ne s'agit pas uniquement d'entamer les exportations, mais d'instaurer un système industriel intégré, à même de maîtriser les différentes étapes de la chaîne de valeur de l'extraction à la transformation puis à la commercialisation".

L'accélération de la mise en œuvre de ce projet comporte également "un message fort" selon lequel l'Algérie "est déterminée à intégrer le club des pays influents sur le marché mondial des engrais, dont la valeur dépasse 250 milliards de dollars. Toutefois, a-t-il ajouté, le véritable enjeu réside dans le développement d'une industrie de transformation intégrée à même d'accroître significativement la valeur ajoutée et de faire de cette ressource un véritable levier industriel, faisant ainsi de mars 2027 le point de départ d'un système industriel minier intégré".

Selon M. Hadeff, le projet de phosphate intégré à l'Est du pays s'inscrit en complémentarité avec la ligne minière Ouest Béchar-Gara Djebilet, inaugurée en février dernier, formant "un réseau logistique national à même de soutenir différents grands projets miniers et d'ouvrir de nouvelles perspectives vers la profondeur africaine, les marchés africains constituant "une opportunité stratégique pour l'Algérie afin de consolider son rôle de porte commerciale entre l'Europe et l'Afrique".

De son côté, l'expert économique Houari Tigharsi, a salué les orientations du président de la République, soulignant à cet égard, que le projet de phosphate intégré repose sur "une vision industrielle globale, reliant l'exploitation minière de Bled El Hadba aux chaînes de transformation, notamment la production d'ammoniac et d'urée, outre le développement des infrastructures logistiques via le port d'Annaba et les installations qui y sont associées".

Ce projet stratégique s'inscrit dans "une dynamique plus large de relance du secteur minier en tant que levier de diversification de l'économie", a-t-il

ajouté, saluant la volonté affichée par les pouvoirs publics, à leur tête le président de la République, de faire du secteur minier "un pilier d'un modèle économique fondé sur la production et la création d'emplois, notamment en le reliant aux industries de transformation et en l'orientant vers l'exportation".

Le même intervenant estime que la fixation de mars 2027 comme échéance pour le début de l'exportation du phosphate constitue "un tournant qui dépasse le simple objectif technique pour refléter une orientation stratégique visant à repositionner l'Algérie sur le marché mondial", soulignant que la nouvelle approche vise à "rompre avec les schémas conventionnels dans ce domaine et à passer de l'exportation de matière brute à la production d'engrais à forte valeur ajoutée, renforçant ainsi la présence algérienne sur un marché étroitement lié à la sécurité alimentaire mondiale".

Lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, le président de la République avait ordonné le lancement des exportations du phosphate de la mine de Bled El Hadba d'ici mars 2027 "au plus tard", notamment avec l'achèvement des travaux du quai minéralier dans le cadre de l'extension du port d'Annaba.

Le président de la République avait rappelé le plan économique de l'Algérie, pour l'étape actuelle et future, visant à "faire du secteur des mines un secteur vital générateur de richesse et un moteur essentiel pour rompre avec la dépendance aux hydrocarbures".

Dans le même contexte, le président de la République avait ordonné le lancement immédiat des travaux de création d'unités de traitement des matières premières de la mine de phosphate de Bled El Hadba, parallèlement avec l'exploitation de la mine et le lancement immédiat de la mise en place des stocks de l'urée et de l'ammoniac.

RA

TRAVAUX DU FORUM ONUSIEN SUR LE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

ABDELKRIM BOUZERD REPRÉSENTE NOTRE PAYS À NEW YORK

Le ministre des Finances, M. Abdelkrim Bouzerd, participe depuis hier lundi, au siège des Nations unies à New York, aux travaux du forum du Conseil économique et social dédié au suivi du financement du développement pour l'année 2026.

Par Youcef Hamidi

Cette rencontre, qui se tient jusqu'au 24 avril, a été inaugurée lundi par le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, la présidente de l'Assemblée générale, Annalena Baerbock, ainsi que le président du Conseil économique et social, Lok Bahadur Thapa. Tous ont réaffirmé leur engagement à concrétiser les conclusions de « l'engagement de Séville », adopté en juin dernier par les chefs d'État et de gouvernement.

La séance d'ouverture a également enregistré la présence du directeur général adjoint du Fonds monétaire international, Nigel Clarke, ainsi que du directeur général et responsable des connaissances du Groupe de la Banque mondiale, Pascal Donohoe. Ces responsables ont exposé les initiatives menées par leurs institutions pour soutenir les pays dans le financement de projets liés au développement durable.

Pour sa part, la vice-Secrétaire générale de l'ONU, Amina Mohammed, a présenté une analyse détaillée incluant le rapport du Secrétaire général pour 2026 sur le financement du développement durable. Elle a souligné l'urgence d'intensifier les efforts à l'échelle mondiale, notamment dans un contexte marqué par une instabilité économique accrue, qui accentue la pression sur les pays les plus



vulnérables.

Elle a également averti que l'augmentation du coût de l'endettement, conjuguée à la diminution des perspectives d'emploi et à des tensions géopolitiques persistantes au Moyen-Orient, risque de compromettre les avancées réalisées dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable.

Au cours du débat général, qui se poursuivra jusqu'au 24 avril, le ministre des Finances interviendra pour présenter les efforts déployés par l'Algérie, tant au niveau national qu'international, dans le domaine du financement du développement.

Y.H

COMMERCE INTÉRIEUR ET RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL, DÉVELOPPER LES TECHNIQUES DE STOCKAGE ET DE CONTRÔLE DES PRODUITS ALIMENTAIRES

Quatre (4) projets de recherche scientifique sont actuellement en cours de réalisation afin de développer les techniques de stockage des produits alimentaires et de renforcer les outils de leur contrôle, a fait savoir, lundi à Alger, la ministre du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, Amel Abdellatif.

La ministre s'exprimait lors des travaux d'une rencontre nationale organisée par son département ministériel sous le thème: "Amélioration du climat des affaires et régulation du marché national: entre les garanties accordées aux entreprises et le renforcement de la protection du consommateur", en présence du ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Yacine Qualid, du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires économiques, Farid Kourtel, du directeur général des douanes (DGD), le général-Major, Abdelhafid Bakhouché, ainsi que du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula. Mme Abdellatif a, en outre, précisé qu'"en consolidation de la vision stratégique de son secteur, visant à intégrer la recherche scientifique dans la prise en charge des défis techniques auxquels fait face le secteur et à développer des solutions innovantes à valeur ajoutée pour le secteur du commerce et de l'économie nationale, le secteur bénéficie actuellement de quatre projets de recherche nationaux portant sur le développement des techniques de stockage et de conditionnement, le renforcement des outils de détection de la fraude, la numérisation des informations relatives aux produits alimentaires et l'étude de la durée de conservation de certains produits".

Ces projets de recherche, s'inscrivent dans le cadre des efforts de l'Etat visant à assurer la qualité des biens et des services suivant les normes internationales, à lutter contre les pratiques déloyales, à organiser le marché et à renforcer les mécanismes de contrôle et de répression, à même de préserver une concurrence loyale et à protéger les droits du consommateur, a ajouté la ministre.

Par ailleurs, Mme Abdellatif a souligné l'importance de l'intégration des activités informelles dans l'économie formelle, relevant que son département ministériel s'attèle, en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, à finaliser un projet visant à mettre à la disposition des jeunes des locaux et espaces aménagés pour

l'exercice d'activités commerciales à travers différentes wilayas. La ministre a rappelé que "les pouvoirs publics s'emploient à développer un système de contrôle économique selon une approche équilibrée", basée sur le renforcement des garanties accordées aux entreprises et la transparence des procédures, tout en maintenant l'efficacité des dispositifs de régulation pour protéger le marché et préserver les droits du consommateur".

L'objectif de cette démarche "n'est pas de restreindre l'activité économique, mais d'instaurer un environnement plus clair et équitable permettant aux entreprises d'exercer en toute confiance et d'encourager l'initiative et l'investissement", a assuré la ministre, relevant que cette orientation ne saurait être accomplie qu'à travers la mise en place d'un système efficace pour la protection du consommateur.

====Révision du cadre juridique du E-commerce==== Lors des séances de discussion ayant regroupé nombre de responsables, d'experts et de chercheurs, les participants ont abordé les droits fondamentaux du consommateur ainsi que l'importance de promouvoir la culture du signalement pour appuyer le travail des agents de contrôle.

A ce titre, le directeur de la qualité et de la protection du consommateur au ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché, M. Noureddine Haridi, a révélé que le ministère étudie le lancement d'une plateforme numérique dédiée au signalement des produits non conformes.

Abordant le volet de l'E-commerce et des risques liés aux produits d'origine inconnue commercialisés en ligne, la sous-directrice du commerce électronique au ministère du Commerce intérieur, Mme Wahiba Zaknoun, a annoncé l'élaboration d'une stratégie nationale du commerce électronique, en coordination avec les différents départements ministériels, organismes publics, organisations et associations de protection du consommateur, associations professionnelles et les opérateurs économiques.

Elle a, en outre, précisé que cette stratégie s'articulera autour de la gouvernance de l'E-

commerce, à travers la révision du cadre juridique régissant cette activité essentiellement basée sur des technologies en constante évolution, ce qui nécessite, a-t-elle dit, "une adaptation des textes législatifs en vigueur afin de suivre cette dynamique", soulignant que le processus de révision a atteint des stades avancés.

Il a également été question de discuter du rôle du ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national en matière d'organisation et d'interaction avec les autres institutions, ainsi que des garanties accordées aux entreprises dans le cadre des opérations de contrôle. L'accent a aussi été mis sur l'importance de la simplification des procédures administratives, notamment grâce à la numérisation. A cet égard, une nouvelle plateforme du ministère intitulée "ekhadamet", regroupant l'ensemble des services numériques du secteur, a été annoncée.

La rencontre s'est clôturée par une série de recommandations, dont la nécessité de développer les cadres juridiques relatifs à la protection du consommateur, de consacrer la gouvernance participative, de développer les applications et plateformes numériques ainsi que les mécanismes de réception et de traitement des réclamations, et d'instaurer un système numérique interactif garantissant l'échange de données intersectorielles en temps réel.

Les recommandations ont également porté sur le renforcement de la coordination entre les instances chargées du contrôle frontalier, l'encouragement de l'adoption de systèmes de gestion de la qualité au sein des entreprises économiques, le soutien à la compétitivité du produit national selon des normes modernes et durables, et l'adoption d'un système de contrôle moderne basé sur l'analyse et l'évaluation des risques, en sus de doter les agents de contrôle d'outils numériques permettant la notification immédiate des infractions, tout en appelant à l'activation d'une approche globale pour l'intégration de l'activité informelle via des mécanismes d'incitation et d'accompagnement.

RE

BORDJ BOU ARRERIDJ

OPÉRATION DE MONTÉE EN COMPÉTENCE POUR MOISSONNEURS-BATTEURS

En prévision de la saison 2025-2026, une action de montée en compétences destinée à 180 opérateurs de moissonneuses-batteuses a démarré lundi au CFPA Miloud-Leziar, à Bellimour (sud-est de Bordj Bou Arreridj).

Par Ali Boudefel

Selon Farouk Dassa, directeur de la formation professionnelle, ce cursus, qui court jusqu'à jeudi, est mené en lien avec les services agricoles afin de « spécialiser des agents sur la conduite et la



maintenances des engins, pour appuyer les récoltes, accroître les rendements et limiter les pertes ».

Dassa a précisé que les 80 premiers stagiaires seront rejoints sous deux jours pour atteindre l'effectif

visé, l'enseignement mêlant théorie et mise en situation concrète. La partie pratique se déroulera à la CCLS du chef-lieu de wilaya, où les apprenants maîtriseront la manipulation du matériel, tant pour la conduite que pour

l'entretien.

Le CFPA a reçu l'équipement didactique requis, issu d'une réaffectation de ressources inutilisées dans d'autres centres, avec des formateurs spécialisés mobilisés pour assurer la qualité du parcours. Abdelmadjid Seghiri, représentant de l'agriculture, a rappelé que cette initiative relève du « programme de validation des acquis de l'expérience » à l'attention des conducteurs sans diplômes reconnus.

Ce programme inclut, au-delà des enseignements théoriques, des évaluations et des exercices pratiques, visant à réduire les pertes lors des moissons, à améliorer la productivité et à renforcer la prévention contre les feux de cultures. La wilaya de Bordj Bou Arreridj compte plus de 470 moissonneuses-batteuses pour couvrir environ 56 000 hectares cultivés.

A.B

EL-BAYADH

EXERCICE DE SIMULATION POUR TESTER LE DISPOSITIF ORSEC

Un exercice de simulation portant sur la lutte contre un incendie à caractère industriel et énergétique s'est déroulé, lundi, dans la wilaya d'El-Bayadh, au sein d'un centre de stockage et de distribution de carburant implanté au chef-lieu. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'application du plan ORSEC (organisation des secours) pour l'année 2026, avec pour objectif d'apprécier le degré de préparation, d'efficacité et de rendement des différents modules mobilisés.

À cette occasion, le wali d'El-Bayadh, Nourredine Belaribi, entouré des autorités locales ainsi que des responsables et représentants des services engagés dans le plan ORSEC, a suivi de près le déroulement de cette manœuvre. Le responsable de l'exécutif local a également procédé à l'évaluation des missions et des fonctions des unités participantes à

cet exercice destiné à circonscrire un « incendie industriel et énergétique » au niveau du centre de stockage de carburant situé à la sortie de la ville.

Cette opération a impliqué de nombreux secteurs, dont la Protection civile, l'Armée nationale populaire, la Gendarmerie nationale et la Sûreté nationale, en plus des services relevant de la santé, de l'énergie, des travaux publics, de l'habitat, des transports, de la solidarité, de la poste et des télécommunications ainsi que de l'environnement, entre autres.

Cette simulation vise à apprécier la performance du système d'alerte dans le cadre du plan ORSEC, à mesurer le degré de préparation et de disponibilité des différents services face aux risques, à tester l'efficacité des dispositifs et des moyens déployés, et à examiner la mise en place des centres de commandement ainsi que l'application des plans

d'intervention par les responsables concernés.

Elle a également pour but de renforcer la culture de prévention des risques auprès des citoyens, d'élargir la participation en associant entreprises et associations, d'assurer une prise en charge appropriée des sinistrés, et de vérifier la qualité de la coordination entre les différents intervenants.

Il convient de rappeler que plusieurs exercices similaires ont été organisés récemment dans le cadre de la mise en œuvre du plan communal de secours, notamment une simulation d'intervention en cas d'inondations dans la commune de Sidi-Taïfour, une autre dédiée aux incendies de forêts et de cultures agricoles dans la commune d'El-Kheither, ainsi qu'un exercice relatif aux accidents de la circulation dans la commune de Cheguig.

A.B

SAÏDA

PERTURBATION DANS L'AEP À CAUSE DE TRAVAUX TECHNIQUES

Plusieurs quartiers relevant de trois communes de la wilaya de Saïda enregistrent des perturbations dans l'alimentation en eau potable (AEP), à cause de travaux techniques programmés à partir de mardi soir, selon un communiqué de l'unité de l'Algérienne des eaux (ADE).

Il s'agit des communes de Saïda, Aïn El Hadjar et Sidi Ahmed, précise le communiqué, qui explique que ces perturbations sont dues à des travaux de déviation d'une conduite d'alimentation vers le réservoir principal d'une capacité de 10.000

mètres cubes, ainsi qu'à la réparation d'une importante fuite au niveau d'une conduite de pompage.

La même source a indiqué que les équipes techniques de l'entreprise entameront ces travaux, à partir de mardi soir, dans le but d'améliorer le rendement du réseau et d'assurer la continuité de l'alimentation en eau.

Le communiqué ajoute que la distribution d'eau potable reprendra progressivement, dès l'achèvement des travaux techniques.

R.R

BORDJ BOU ARRERIDJ

4,3 MILLIARDS DE DINARS POUR LE RENFORCEMENT DU RÉSEAU ROUTIER COMMUNAL

- Une enveloppe de 4,3 milliards de dinars a été allouée au renforcement du réseau routier dans 12 communes de la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a déclaré, lundi, la directrice des Travaux publics, Naima Kouici.

La responsable a indiqué, à l'APS, que ce programme, inscrit dans le cadre de la caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales, « vise notamment à améliorer les conditions de déplacement et à désenclaver les zones accusant un déficit en matière d'infrastructures de base, contribuant ainsi à faciliter la circulation automobile, à renforcer la connexion entre les agglomérations et à soutenir le développement local tout en améliorant le cadre de vie des citoyens ».

Mme Kouici a fait part, à ce propos, d'opérations de revêtement de routes, effectuées par sections d'un à deux kilomètres, dans la commune du chef-lieu de wilaya, et les communes d'El Hammadia, au sud la wilaya, de Medjana, de Theniet En-Nasr de Djaâfra et El-Maine, au nord, de Bordj Ghedir et de Khelil, à l'est, et de Mansourah, de Haraza et d'El Achir, dans la zone ouest des Biban.

Ces projets, actuellement en phase d'évaluation des offres, seront lancés "dans un avenir proche", selon le responsable, qui a ajouté que ces projets, une fois achevés, contribueront à améliorer les conditions de déplacement des citoyens et à soutenir l'activité économique, notamment dans les zones rurales.

R.R

MILA

PLUS DE 19.400 LIVRETS FONCIERS PRÊTS À ÊTRE DÉLIVRÉS

Pas moins de 19.408 livrets fonciers (document prouvant une propriété immobilière dans les zones cadastrées) ont été finalisés et sont prêts à être délivrés par les conservations foncières de la wilaya de Mila, a indiqué, lundi, le directeur du cadastre et de la conservation foncière (DCCF), Djamel Belaâyadhi.

Le responsable, précisant à l'APS, que 15.637 livrets fonciers ont déjà été remis à leurs bénéficiaires, a souligné que les propriétaires ne s'étant pas encore fait délivrer leurs livrets peuvent se rapprocher des conservations foncières pour récupérer leur document qui constitue un titre de propriété selon la réglementation en vigueur.

Les livrets fonciers, délivrés ou non, ont été établis sur la base du cadastre général des terres situées sur le territoire de la wilaya, l'opération ayant été achevée en ce qui concerne les terres situées en milieu rural et dont la superficie totale est de 350.901 hectares, a ajouté la même source.

La superficie des terres cadastrées en milieu urbain est estimée, jusqu'à fin mars 2026, à 6.348 hectares répartis sur 23 communes sur les 32 composant le territoire de la wilaya, ce qui représente 53 % de la superficie totale des terres situées en zones urbaines, a encore indiqué M. Belaâyadhi.

L'opération de cadastre et d'élaboration des livrets fonciers se poursuivra jusqu'à la couverture de la superficie restante et la remise des titres de propriété à leurs bénéficiaires, a-t-on conclu.

R.R

FILIÈRE AVICOLE GUINÉENNE

RECONQUÊTE DU MARCHÉ LOCAL

La Guinée figure, aux côtés du Ghana et du Bénin, parmi les débouchés majeurs pour les chairs de volaille venues de l'étranger en Afrique de l'Ouest. Les autorités veulent redynamiser la branche nationale et l'offre domestique afin de diminuer la dépendance vis-à-vis des achats extérieurs.

Par Nawal Bordji

L'État guinéen souhaite donner un second souffle à la filière des volailles. Le ministère en charge de l'Élevage a réuni, le 17 avril, les acteurs clés du secteur pour échanger sur le déploiement d'une nouvelle stratégie nationale visant à développer l'aviculture entre 2026 et 2030.

Ce plan en élaboration repose sur sept orientations fondamentales, incluant le renforcement de la fabrication d'aliments pour animaux, l'amélioration des mesures de biosécurité, la refonte du dispositif commercial, ainsi que l'organisation de la chaîne de valeur et de ses intervenants.

« Ce plan directeur entend diminuer fortement les importations de poulets de chair tout en accroissant l'indépendance nationale en œufs, dans un cadre de hausse soutenue des exigences alimentaires », indique un communiqué posté sur le portail dudit ministère.

Cette démarche survient alors que la filière guinéenne, marquée par des pratiques d'élevage ancestrales, reste



peu compétitive et ne parvient guère à couvrir la demande. D'après les chiffres rassemblés par la FAO, les achats extérieurs de viande de poulet ont bondi de 63,25 % en cinq ans, passant de 49 735 tonnes en 2020 à 81 193 tonnes en 2024, pour une note annuelle supérieure à 100 millions USD. Sur la même période, la production locale piétine.

L'institution onusienne estime que la Guinée a généré en moyenne 13 806 tonnes de viande de poulet chaque année et n'a jamais franchi le seuil des 15 000 tonnes. En cause, les professionnels du secteur ont recensé plusieurs freins structurels bloquant l'essor de l'industrie locale, tels que l'accès difficile au crédit, les lacunes du cadre légal et les problèmes liés à l'agencement du marché.

Face à cela, diverses solutions ont été examinées pour surmonter ces

obstacles, parmi lesquelles l'instauration de dispositifs de financement appropriés, la création de fonds de cautionnement et le renforcement du climat des affaires.

Vers un cadre incitatif pour les capitaux ?

La stratégie quinquennale annoncée pour l'aviculture s'inscrit également dans une logique de consolidation de la sûreté alimentaire et de captation accrue de valeur ajoutée sur le marché intérieur. Si elle est réellement appliquée, elle pourrait générer des perspectives d'investissement en amont et en aval de la chaîne de valeur, d'autant que la perspective de remplacer les importations attire déjà l'attention du secteur privé.

Le 26 mars dernier, le groupe

guinéen Société nouvelle de commerce (Sonoco) a par exemple déclaré avoir obtenu un prêt de 20 millions USD auprès de la Société financière internationale pour concevoir un projet avicole intégré via sa filiale FERMAV Industries dans le pays. Ce programme envisage de couvrir toute la chaîne, de la confection d'aliments pour volailles jusqu'à la distribution, en incluant l'élevage et la transformation.

En attendant, la Guinée devrait conserver sa forte dépendance aux importations. Selon les données compilées sur la plateforme Trade Map, le pays achète ses viandes et abats de poulets essentiellement auprès de l'Union européenne (UE), du Brésil et des États-Unis.

N.B

URANIUM NAMIBIEN LA PRODUCTION REVUE À LA HAUSSE

Remise en route en mars 2024 après un long arrêt, la mine Langer Heinrich monte progressivement en régime sous la direction de l'australien Paladin Energy. Pour son exercice 2026, l'opérateur y espérait initialement une extraction pouvant atteindre 4,4 millions de livres d'uranium.

Paladin Energy prévoit désormais d'extraire jusqu'à 4,8 millions de livres d'uranium à Langer Heinrich Mine (LHM) pour son exercice financier 2026 (juillet 2025 - juin 2026), contre 4,4 millions anticipées auparavant. Cette révision, annoncée vendredi 17 avril, s'inscrit dans la montée en puissance progressive de l'actif, redémarré en mars 2024 après plusieurs années d'inactivité.

La société justifie cet ajustement par d'excellentes performances opérationnelles observées ces derniers mois. Grâce à une meilleure qualité du minerai et à des taux de récupération élevés à l'usine, la mine a déjà produit 3,6 millions de livres d'uranium sur les neuf premiers mois de l'exercice en cours, dépassant largement les 3 millions de livres enregistrés sur l'ensemble de l'exercice précédent.

« La progression vers l'exploitation à pleine capacité a été satisfaisante durant les neuf premiers mois de l'exercice 2026. L'association d'une mobilisation

réussie du parc minier, d'une teneur enrichie du minerai et de hauts taux de récupération à l'usine a permis d'atteindre 3,6 millions de livres d'U₃O₈ depuis le début de l'exercice 2026 », indique la note publiée à cette occasion.

Cette nouvelle dynamique pourrait permettre à Paladin d'accroître ses volumes commercialisables, tout en soutenant l'objectif d'atteindre d'ici 2027 une capacité nominale de 6 millions de livres par an. Le groupe reste toutefois vigilant face aux risques pouvant perturber ses opérations, notamment dans un climat géopolitique incertain.

« Ces prévisions révisées reposent sur les conditions et hypothèses d'exploitation actuelles et pourraient être affectées par des perturbations issues de la situation géopolitique présente. Paladin surveille étroitement l'impact potentiel de ces événements. Paladin maintient ses prévisions d'une transition complète de LHM vers une exploitation minière et une usine de traitement d'ici la fin de l'exercice 2026 », précise le communiqué.

Rappelons que la mine est détenue à 75 % par Paladin, aux côtés de la China National Nuclear Corporation (25 %). L'État namibien en tire des revenus via les taxes et redevances appliquées à l'exploitation.

N.B

CHUTE DES PRIX DU CACAO APPELS À PROTÉGER LES PLANTEURS

Depuis plus d'un an, le marché du cacao affiche un excédent. Cette conjoncture a produit des répercussions variées sur les intervenants de la chaîne de valeur.

Dans un contexte de forte instabilité des cours du cacao, les chocolatiers, courtiers et détaillants devraient mettre les revenus des cultivateurs au centre de leurs priorités, selon l'ONG américaine Rainforest Alliance dans un texte publié le 30 mars dernier.

À New York, après un pic historique à 12 906 \$ la tonne en décembre 2024, les prix mondiaux de la fève ont nettement dégringolé et oscillent désormais sous les 4 000 \$ sur le marché boursier. Alors que cette baisse réduit le coût d'approvisionnement pour les transformateurs, l'organisation invite les industriels à aller au-delà des mécanismes de prix à court terme et à privilégier des accords d'achat à long terme, offrant une meilleure stabilité de revenus aux producteurs.

« La durabilité ne peut pas être une promesse réservée aux beaux jours. Quand les prix s'effondrent, ce sont d'abord les agriculteurs qui subissent le contrecoup : chute immédiate des revenus, endettement accru, incapacité à financer les intrants ou à entretenir les vergers. Cette vulnérabilité menace la résilience de toute la filière, car un cacao durable repose sur des modèles économiques capables de soutenir les moyens d'existence des paysans précisément lorsque les conditions du marché sont les plus rudes », déclare Santiago Gowland, directeur général de l'ONG.

« [...] Nous avons besoin d'un système qui fonctionne aussi pour les familles rurales, non seulement lorsque les conditions du marché sont favorables, mais aussi lorsqu'elles sont les plus difficiles », renchérit Nanga Koné, directeur pays de Rainforest Alliance en Côte d'Ivoire. Cet appel fait écho aux revendications portées depuis plusieurs années par des organisations comme Fairtrade, qui voient dans la garantie d'un revenu minimum vital pour les planteurs la « mère des batailles » pour davantage de durabilité dans le secteur cacaoyer.

Selon des observateurs, la chaîne de valeur du cacao reste très asymétrique, surtout en Côte d'Ivoire et au Ghana : les profits ne parviennent que partiellement aux producteurs en période de hausse, alors qu'ils encaissent l'essentiel des pertes quand les prix chutent.

Rappelons que, face à la crise, les autorités des deux pays ont choisi de réduire les tarifs appliqués aux agriculteurs. En Côte d'Ivoire, la tonne de cacao vaut désormais 1 200 000 Fcfa (2 100 \$) contre 2 800 000 Fcfa (4 939 \$) il y a six mois, tandis qu'au Ghana, le prix de la tonne de fèves a été abaissé de 28,6 % à 41 392 cédis (3 761 \$) pour le reste de la saison.

N.B

RÉEXAMEN DES RELATIONS ENTRE L'UE ET L'ENTITÉ SIONISTE DES DIVERGENCES PERSISTANTES ENTRE ÉTATS MEMBRES SUR FOND DE TENSIONS RÉGIONALES ACCRUES

Les États membres de l'Union européenne doivent se pencher de nouveau, ce mardi, sur leur accord d'association avec l'entité sioniste, à la demande de plusieurs capitales, a annoncé lundi la responsable de la diplomatie européenne, Kaja Kallas.

Par Karim-Akli Daoudi

« Certains pays ont inscrit ce point à l'ordre du jour », a-t-elle affirmé devant les médias à Bruxelles, à la veille de la réunion des ministres des Affaires étrangères prévue mardi à Luxembourg. Dimanche, l'Espagne a plaidé pour une rupture pure et simple de cet accord, une décision qui requiert l'unanimité des vingt-sept.

Pour sa part, la Commission européenne a suggéré une suspension partielle, visant notamment le volet commercial, une option pouvant être adoptée à la majorité qualifiée.

Questionnée à ce sujet, Mme Kallas a jugé nécessaire de « déterminer d'abord s'il existe une marge de progression » sur les aspects commerciaux, précisant que ce dossier sera abordé lors de la rencontre ministérielle. L'Union européenne demeure le premier partenaire économique de



l'entité sioniste. La suspension de la composante commerciale de l'accord a déjà été discutée par les Vingt-Sept, sans qu'un consensus

n'émerge, en raison notamment des réserves exprimées par certains États membres, dont l'Allemagne. Toutefois, l'aggravation de la situation

en Cisjordanie ainsi que l'offensive menée au Liban ont incité plusieurs pays à remettre cette question à l'agenda. Les chefs de la diplomatie européenne examineront également à nouveau les sanctions visant des colons extrémistes en Cisjordanie, bloquées depuis des mois par l'opposition de la Hongrie.

« La violence des colons et leurs agissements atteignent un niveau inédit. Nous n'avons jamais observé une telle situation auparavant », a déclaré le Premier ministre palestinien, Mohammed Mustafa, aux côtés de Mme Kallas. Plusieurs États européens espèrent un déblocage après la défaite électorale, le 12 avril, du chef du gouvernement hongrois, Viktor Orban. « Je ne peux pas m'exprimer au nom du futur exécutif, mais je pense qu'il est possible de réexaminer l'ensemble de ces orientations et d'envisager une nouvelle approche », a conclu Mme Kallas.

KAD

PARLEMENT ARABE

APPEL À UNE POSITION "FERME ET CLAIRE" FACE À LA LOI D'EXÉCUTION DES PRISONNIERS PALESTINIENS

Le président du Parlement arabe, Mohammed ben Ahmed Al-Yamahi, a appelé le Réseau parlementaire du Mouvement des non-alignés à adopter une position "ferme et claire" à l'égard de la loi de l'entité sioniste portant exécution des prisonniers palestiniens.

S'exprimant lors de la 5e Conférence du Réseau parlementaire du Mouvement des non-alignés, tenue dimanche à Istanbul, M. Al-Yamahi a exhorté à "une prise de position ferme et claire" face à cette loi approuvée par l'occupation sioniste.

Il a souligné, à cet égard, qu'"il est inconcevable

qu'un tel rassemblement parlementaire international, qui a toujours soutenu les causes justes, n'adopte pas une position claire face à une législation raciste ouvrant la voie à l'exécution de milliers de prisonniers innocents, au vu et au su du monde entier".

Il a affirmé, dans ce contexte, que ce réseau parlementaire "représente la conscience des nations libres", ajoutant que "le minimum attendu consiste à adopter une résolution rejetant et condamnant cette loi, ainsi qu'à mobiliser les efforts internationaux afin d'empêcher sa mise en œuvre, tout en l'inscrivant parmi les documents fi-

naux de la conférence". S'agissant du thème principal inscrit à l'ordre du jour de la conférence, intitulé "l'urbanisation capable de s'adapter aux changements climatiques et apte à en atténuer les effets", le président du Parlement arabe a souligné que "cette question n'est plus un choix, mais une nécessité impérieuse imposée par les défis croissants auxquels sont confrontés nos villes", appelant à renforcer les cadres législatifs intégrant les considérations liées au changement climatique dans la planification urbaine

RI

10^e CONGRÈS DE L'UNION NATIONALE DES FEMMES SAHRAOUIES

OUVERTURE DES TRAVAUX AVEC UNE PARTICIPATION INTERNATIONALE NOTABLE

Les travaux du 10e Congrès de l'Union nationale des femmes sahraouies ont débuté lundi dans la wilaya de Smara, au sein des camps de réfugiés sahraouis, en présence de représentantes de différentes institutions et wilayas sahraouies, ainsi que de délégations étrangères et d'organisations internationales actives dans le domaine des droits des femmes.

Dans son allocution d'ouverture, la présidente de l'Union nationale des femmes sahraouies, Chaba Sini Ibrahim a indiqué que ce Congrès,

portant le nom de la martyre Khadija Hamdi Abdallah, constitue une étape importante dans l'évaluation du bilan des activités de l'Union au cours des dernières années et dans la définition de nouvelles perspectives visant à renforcer le rôle de la femme sahraouie dans les différents domaines, notamment face aux défis liés à la cause sahraouie.

Elle a souligné que les travaux de cette rencontre qui s'étaleront sur trois jours, comprennent des ateliers et des sessions de débat consacrés aux mécanismes d'autonomisation

des femmes et au renforcement de leur contribution au développement et à la construction de la société, ainsi que la présentation d'expériences réussies dans les domaines de l'éducation, de la santé et de l'action sociale.

La responsable a également mis en avant que ce Congrès constitue une occasion de réaffirmer l'engagement de la femme sahraouie à poursuivre son action, à renforcer sa présence dans le processus de développement et à consolider son rôle dans l'édification des institutions

sociales. La séance d'ouverture a vu l'adoption du règlement intérieur, l'examen des rapports moral et financier, ainsi que la projection d'un documentaire retraçant le bilan du mandat écoulé.

Au programme figure également l'élection d'une nouvelle direction de l'Union, ainsi que l'adoption de recommandations visant à renforcer la place de la femme sahraouie et à consolider sa participation à la prise de décision.

R.I

MAROC

NOUVELLE MANIFESTATION À RABAT POUR RÉCLAMER LA FIN DE LA NORMALISATION AVEC L'ENTITÉ SIONISTE

Une imposante manifestation a eu lieu dimanche à Rabat pour réclamer la fin du processus honteux de la normalisation des relations entre le Makhzen et l'entité sioniste et réitérer le soutien du peuple marocain à la Palestine, en proie à des violations et des agressions systématiques de la part de l'occupant. Réunis à la place "Bab El Had", avant de sillonner les principales artères de Rabat, les manifestants ont soulevé tout au long de leur parcours des drapeaux palestiniens et des pancartes rejetant la poursuite de la normalisation des relations entre le Makhzen et l'entité sioniste qui poursuit ses crimes contre le peuple palestinien. "A bas la normalisation", "Non à l'occupation et au sionisme", "Ghaza affamée", scandaient, entres autres, les manifestants, venus à l'appel du Groupe d'action national pour la Palestine. Outre le Groupe d'action national pour la Palestine, la manifestation a vu la participation de plusieurs formations politiques, dont le parti de la justice et du développement (PJD), le parti du Progrès et du socialisme (PPS), ainsi que l'Union général des travailleurs du Maroc (UGTM). Dans une allocution à cette occasion, le coordinateur national du Groupe d'action national pour la Palestine, Abdelhafid Sriti, a appelé "à la fin de la normalisation avec l'entité sioniste et à rompre toutes les relations avec l'occupant sioniste", exhortant le Makhzen "à emboîter le pas à certains pays de l'Union européenne qui ont décidé de mettre un terme à toute coopération avec l'entité sioniste". De son côté, le coordinateur de l'initiative marocaine pour le soutien à la Palestine, Rachid Fellouli a indiqué que la manifestation d'aujourd'hui confirme la volonté du peuple marocain de "mettre fin à la normalisation et à toute coopération avec l'entité sioniste".

R.I

RECONSTRUCTION À GHAZA

L'ONU ET L'UE L'ÉVALUENT À 71,4 MILLIARDS DE DOLLARS

Les Nations unies et l'Union européenne ont estimé lundi à environ 71,4 milliards de dollars l'ampleur des destructions, des pertes économiques et des besoins de relèvement et de reconstruction sur la prochaine décennie dans la bande de Ghaza.

L'évaluation finale des dommages et des besoins dans la bande de Ghaza, réalisée en coopération avec la Banque mondiale (BM), précise que 26,3 milliards nécessaires au cours des 18 premiers mois pour rétablir les services essentiels, reconstruire les infrastructures critiques et soutenir la reprise économique.

Selon le rapport, les dégâts matériels aux infrastructures sont évalués à 35,2 milliards de dollars, tandis que les pertes économiques et sociales atteignent 22,7 milliards.

Il souligne que les secteurs les plus touchés sont le logement, la santé, l'éducation, le commerce et l'agriculture. Plus de 371 888 unités d'habitation ont été détruites ou endommagées, plus de la moitié des hôpitaux sont hors service et la quasi-totalité des écoles a été affectée. L'économie de Ghaza s'est, quant à elle, contractée de 84 %.

Environ 1,9 million de personnes ont été déplacées, souvent à plusieurs re-

prises, et plus de 60 % de la population a perdu son logement. Les femmes, les enfants, les personnes en situation de handicap et les groupes les plus vulnérables supportent la charge la plus lourde.

Cette évaluation constitue une base analytique pour la planification précoce du relèvement et de la reconstruction, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies, notamment la résolution 2803. L'UE et l'ONU soulignent que des conditions essentielles doivent être réunies pour garantir le succès de ces efforts, notamment un cessez-le-feu durable, un accès humanitaire sans entrave, la liberté de circulation des personnes et des biens, ainsi qu'un cadre de gouvernance transparent et responsable.

Enfin, l'UE et l'ONU affirment que la reconstruction de Ghaza, la mise en œuvre de la résolution 2803 et la réalisation d'une solution à deux États sont étroitement liées et indissociables, appelant la communauté internationale à assumer ses responsabilités pour permettre au peuple palestinien de vivre dans la dignité et d'exercer son droit à l'autodétermination.

R.I

INGÉNIERIE AUTOMOBILE

GEELY DÉFIE L'EUROPE AVEC SON HYBRIDE RECORD

Avec son moteur hybride i-HEV, le constructeur chinois, Geely semble vouloir combiner efficacité et accessibilité, en proposant une réponse concrète à un pétrole devenu incontrôlable.

Par Yakout Abina

Le constructeur chinois Geely, dévoile une solution hybride qui pourrait bien répondre à la crise de carburant actuelle. Avec une consommation annoncée de seulement 2,22 litres aux 100 km, le chiffre parle de lui-même et place la marque dans une position stratégique.

Dans un marché où l'électrique séduit mais reste hors de portée pour beaucoup, l'hybride apparaît comme l'alternative pragmatique. Reste à choisir la formule, micro-hybride, full hybride ou rechargeable. La première, abordable, n'offre que des gains symboliques en carburant. La troisième, plus pertinente, exige une discipline de recharge régulière pour exploiter au maximum le mode électrique. Mais les modèles sont bien souvent hors de prix. La technologie full hybride s'impose comme le compromis idéal entre prix d'achat et efficacité. Niveau consommation, les constructeurs se tiennent dans un mouchoir de poche. Mais Geely pourrait bien rebattre les cartes, avec ses chiffres, le groupe chinois menace de reléguer la concurrence européenne au rang de figurants sur une technologie que l'Europe pensait maîtriser à la perfection. Les données avancées par Geely laissent peu de place au



doute l'avantage est réel, et difficile à digérer pour une industrie qui se croyait en position de force.

Baptisée i-HEV la dernière technologie de Geely, vient d'entrer dans le Guinness Book des records. Et si l'on devait retenir une seule donnée, ce serait celle-ci : 2,22 litres aux 100 km. Un résultat qui laisse sans voix et qui pourrait bien rebattre les cartes du marché automobile. Dans le détail, le constructeur chinois annonce un rendement énergétique de 48,4 %. Autrement dit, près de la moitié du carburant est convertie en énergie

utilisables. Les records européens plafonnent entre 25 et 30 %. Une performance qui interroge sur le secret technologique que Geely garde jalousement ?

Son nouveau moteur full hybride a été pensé dès l'origine pour maximiser l'économie de carburant. Au cœur du dispositif, un logiciel piloté par intelligence artificielle jongle en permanence entre le moteur thermique et l'électromoteur de 313 chevaux. Avec un 0 à 30 km/h en 1,8 seconde, l'ensemble offre une excellente réactivité en milieu urbain. Mais la sportivité n'est pas l'objectif. La puissance électrique

sert surtout à prendre en charge une grande partie des situations de conduite, permettant ainsi de laisser le moteur thermique au repos plus souvent.

Geely entend conserver les avantages du roulage électrique, à l'image d'une hybride rechargeable, mais sans les inconvénients. Pas de batterie imposante qui alourdit le véhicule et fait grimper la facture. Le constructeur chinois prévoit de l'intégrer rapidement à ses modèles les plus populaires sur son marché domestique.

Y.A

SEMI-MARATHON DE ROBOTS HUMANOÏDES QUAND L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DÉFIE L'ATHLÉTISME HUMAIN

Par Saïd Slimane

Dimanche 19 avril 2026, dans la zone de développement économique et technologique de Pékin, une compétition singulière s'est déroulée en marge de l'épreuve réservée aux coureurs en chair et en os. Un semi-marathon entièrement dédié aux robots à forme humaine y était organisé, et l'un d'eux a littéralement explosé les performances humaines.

Si voir des bipèdes mécaniques se déplacer tranquillement est déjà remarquable, les voir sprinter sur plus de vingt kilomètres relève d'une tout autre dimension. La machine victorieuse a parcouru les 21 kilomètres du tracé en 50 minutes et 26 secondes. Pour mémoire, le meilleur chrono mondial chez les humains, établi par l'Ougandais Jacob Kiplimo, avoisine les 57 minutes. Une différence saisissante qui marque un tournant dans l'évolution de la robotique de locomotion.

Derrière cette prouesse se trouve le fabricant chinois de téléphones intelligents Honor, qui a largement dominé l'événement. Le robot lauréat, évoluant sans aucune intervention humaine extérieure, a accompli un bond spectaculaire par rapport à l'édition précédente, où le champion de l'époque avait mis plus de deux heures et quarante minutes pour en faire autant. Du Xiaodi, ingénieur chez Honor, a expliqué que la conception mécanique s'inspire directement de la biomécanique des athlètes d'élite, avec notamment des membres inférieurs d'environ 95 centimètres de longueur. Un autre spécimen de la même marque, cette fois commandé à distance par un opérateur, s'est montré encore plus vélocité en bouclant la distance en 48 minutes et 19 secondes. Pourtant, le règlement de la compétition favorise clairement l'autonomie : un

système de notation pondérée accorde davantage de valeur aux engins capables de raisonner et d'agir par eux-mêmes sans guidage externe. C'est donc le modèle autonome qui a officiellement décroché la première place, malgré une vitesse brute inférieure.

Ces succès impressionnants ne doivent toutefois pas masquer les fragilités persistantes de la technologie. Près de 60 % des concurrents étaient télécommandés, signe que l'autonomie complète reste encore hors de portée pour la majorité des constructeurs. De nombreux incidents ont émaillé la course : certains robots sont tombés dès le coup d'envoi, d'autres ont percuté les barrières de sécurité, rappelant que la route vers la fiabilité absolue est encore longue. Mais pourquoi faire courir des machines ? L'intérêt est avant tout pratique. Ces épreuves permettent de tester, dans des conditions réelles, la robustesse des systèmes et leur capacité à gérer la chaleur dégagée par les moteurs et les batteries. Les progrès réalisés dans ce domaine peuvent ensuite être transposés à des environnements industriels exigeants. La Chine a d'ailleurs décidé d'accélérer résolument le développement des robots humanoïdes en les inscrivant au cœur de son plan national pour la période 2026-2030. Durant la course, un robot a même été employé à la régulation de la circulation, orientant les participants par la voix et les gestes. La robotique et l'intelligence artificielle progressent à une vitesse fulgurante, et cette démonstration spectaculaire des capacités actuelles des machines ne fait qu'annoncer une présence toujours plus marquée des automates intelligents, non seulement dans les usines, mais aussi dans l'espace public et la vie quotidienne.

S.S

GOOGLE MEET UNE NOUVELLE OPTION POUR RENDRE VOS APPELS PLUS CONFORTABLES

Malgré ses nombreuses évolutions, Google Meet avait encore beaucoup de pain sur la planche du côté de la qualité vidéo. Un point faible qui a enfin été résolu.

Google Meet enchaîne les innovations face à une concurrence toujours plus féroce : l'outil de visioconférence est, depuis peu, arrivé sur Carplay, des options de traduction vocale et d'enregistrement automatique ont été déployées en version mobile et la prise de notes IA a été améliorée. Bien loin de relâcher ses efforts, Google s'est aussi penché sur la qualité vidéo, véritable talon d'Achille de son logiciel.

Google Meet améliore enfin sa qualité vidéo. Rien de pire, quand on est en visioconférence que de faire face à des écrans pixellisés ! Google en est conscient et c'est pourquoi le géant de la Tech a décidé qu'il était grand temps d'offrir une meilleure qualité vidéo à ses utilisateurs : il a récemment annoncé une mise à jour de Meet qui donne accès à une image « plus nette et plus détaillée, notamment pour les réunions avec trois participants ou plus. »

L'amélioration s'adresse avant tout aux personnes équipées d'écrans haute résolution. Elle sera disponible sur le web mais aussi dans les salles de réunions. Dans les faits, Google Meet ajustera automatiquement la résolution en fonction de la connexion de l'appareil utilisé : l'outil pourra, en effet, utiliser de la bande passante supplémentaire pour les dispositifs permettant une meilleure image. À l'inverse, la qualité sera dégradée si la connexion est mauvaise.

Une option disponible pour tous les utilisateurs. Bonne nouvelle pour ceux qui craignaient que Google n'avantage, une fois encore, ses utilisateurs payants : cette nouvelle option sera déployée auprès de tous les utilisateurs, qu'il s'agisse de clients Google Workspace, d'abonnés Workspace Individuels ou d'utilisateurs possédant un compte Google personnel. Il n'y aura pas à activer d'option dans les paramètres.

La mise à jour est, pour l'heure, en cours de déploiement et il faudra attendre une quinzaine de jours pour qu'elle soit accessible dans le monde entier. Google a d'ores et déjà de nouveaux plans en tête pour améliorer Google Meet : ses équipes prévoient de mettre à jour les paramètres de la console d'administration afin de « contrôler la qualité vidéo par défaut et la bande passante utilisée dans votre organisation. »

R.S.H.T

PROTECTION DES MASSIFS FORESTIERS DE CONSTANTINE

TOUTES LES DISPOSITIONS PRISES POUR LUTTER CONTRE LES INCENDIES

Dès le début du mois de mai, six camps d'intervention rapide seront installés dans plusieurs zones sensibles de Constantine. Objectif : réduire les délais d'intervention et mieux protéger les massifs forestiers. Les autorités misent sur une stratégie préventive et une mobilisation renforcée de tous les acteurs concernés.

Par Chaimaa Sadou

Constantine se prépare activement à faire face aux incendies de forêts à l'approche de la saison estivale 2026. Selon la Conservation des forêts, six camps d'intervention rapide et de surveillance seront opérationnels dès le début du mois de mai. Cette initiative s'inscrit dans un dispositif global de prévention et de lutte contre les feux, validé officiellement le 10 mars dernier par la commission de wilaya chargée de la protection des massifs forestiers.

Ces camps seront répartis dans plusieurs zones stratégiques connues pour leur vulnérabilité aux incendies. Il s'agit notamment des sites d'El Djebas dans la commune de Constantine, d'El Kentour à Zighoud Youcef, de Chettaba à Aïn Smara, de Beni Yaâgoub à Ben Badis, ainsi que des régions de Cheref et d'El M'ridj dans la commune d'El Khroub. L'objectif est clair : rapprocher les équipes d'intervention des zones à risque afin de réduire considérablement le temps de réaction en cas de départ de feu.

Ce dispositif repose sur une approche à la fois préventive et opérati-



tionnelle. En complément des camps, sept postes de vigie seront également activés. Équipés de moyens de communication modernes, ces points d'observation permettront une surveillance continue des massifs forestiers. Dès le moindre signe de fumée ou de feu, l'alerte pourra être donnée rapidement, facilitant ainsi une intervention immédiate des équipes sur le terrain.

La stratégie adoptée repose sur une coordination étroite entre plusieurs acteurs. La Protection civile, la Conservation des forêts, les services agricoles, les travaux publics, les ressources en eau, ainsi que les autorités locales, travaillent de

concert pour assurer l'efficacité du dispositif. Cinq brigades mobiles, composées de 35 agents forestiers, sont déjà mobilisées. Ces équipes se relaient jour et nuit pour garantir une présence permanente sur le terrain. À cela s'ajoutera prochainement le renfort d'agents saisonniers, dont le recrutement est en cours.

Ces brigades mobiles sillonnent les pistes forestières jour et nuit. Elles sont en contact permanent avec les postes de vigie. Cette liaison radio permet d'intervenir en moins de quinze minutes sur tout départ de feu signalé. Chaque poste de vigie est relié directement aux camps d'intervention. Dès qu'une fumée est repérée, l'alerte est trans-

mise en quelques secondes. Cette rapidité de communication est essentielle pour éviter la propagation des flammes.

Cette mobilisation s'explique par les risques accrus liés aux fortes chaleurs estivales, souvent accompagnées de vents secs favorisant la propagation rapide des incendies. Les autorités insistent également sur le rôle essentiel des citoyens dans la prévention. Les comportements imprudents, comme les feux de camp mal éteints ou les déchets inflammables laissés en forêt, restent parmi les principales causes des incendies.

Par ailleurs, la prévention passe aussi par l'éducation des plus jeunes. Dans plusieurs communes de la wilaya, des actions de sensibilisation seront menées dans les écoles afin d'apprendre aux enfants les bons gestes face aux risques d'incendie. Une citoyenneté responsable se construit dès l'enfance : savoir ne pas jouer avec du feu en forêt, signaler un départ de fumée ou respecter les consignes de sécurité sont des réflexes qui peuvent sauver des vies et protéger la nature.

Ainsi, la lutte contre les feux de forêts ne repose pas seulement sur des moyens matériels et humains, mais aussi sur une culture de prévention qui doit être intégrée dès le plus jeune âge. L'école et la famille ont un rôle fondamental à jouer dans cette démarche.

L'installation de ces six camps d'intervention rapide à Constantine marque une étape importante dans le renforcement du dispositif anti-incendies pour l'année 2026. Grâce à une organisation rigoureuse, une coordination efficace entre les différents services et une sensibilisation accrue de la population, les autorités espèrent limiter les dégâts causés par les feux de forêts. La vigilance collective reste indispensable pour préserver ce patrimoine naturel précieux.

C.S

POUR UN AVENIR VERT

TRANSITION AGROÉCOLOGIQUE À BÉJAÏA

À Béjaïa, chercheurs et spécialistes ont souligné l'urgence d'adopter une agriculture plus respectueuse de l'environnement. Lors d'une rencontre scientifique, la transition agroécologique a été présentée comme une réponse concrète aux défis climatiques et sanitaires. Cette approche vise aussi à améliorer la qualité de l'alimentation, notamment celle des enfants scolarisés.

La nécessité d'engager une transition agroécologique s'impose aujourd'hui comme une priorité pour garantir une agriculture durable et préserver les ressources naturelles. C'est le principal message dégagé d'une journée d'étude organisée au campus de TargaOuzemour, à Béjaïa, par le Centre de recherche en technologies agroalimentaires (CRTAA). Chercheurs, experts et acteurs du secteur agricole ont unanimement souligné que repenser les pratiques agricoles devient indispensable face aux enjeux environnementaux et sanitaires.

Au cœur des échanges, la question de l'usage des pesticides a suscité un large débat. Les participants ont mis en avant les impacts négatifs des intrants chimiques sur les sols, la biodiversité et la santé humaine. Dans ce contexte, la transition agroécologique apparaît comme une alternative crédible, reposant sur un équilibre entre les dimensions environnementale, économique et sociale. Cette approche vise à réduire la

dépendance aux produits chimiques tout en maintenant une production agricole efficace et accessible.

Des solutions concrètes ont été présentées par les chercheurs, notamment le recours aux biopesticides d'origine naturelle. Ces produits, élaborés à partir de bactéries, de champignons ou d'extraits végétaux, offrent des résultats prometteurs tout en limitant les effets nocifs sur l'environnement. À cela s'ajoutent d'autres pratiques comme la rotation des cultures et l'utilisation de semences locales, mieux adaptées aux conditions climatiques et plus résistantes aux maladies.

Les travaux scientifiques ont également mis en lumière l'importance de protéger les pollinisateurs, en particulier les abeilles. Leur rôle est essentiel dans le maintien des écosystèmes et la production alimentaire. Des études ont montré que certaines huiles essentielles peuvent constituer une alternative efficace aux pesticides conventionnels, en contribuant à lutter contre des parasites comme la varroase, tout en améliorant la longévité des abeilles. La préservation de ces insectes est donc un enjeu majeur pour l'avenir de l'agriculture.

Au-delà des aspects techniques, les intervenants ont insisté sur la nécessité d'une mobilisation collective. La réussite de la transition agroécologique passe par une sensibilisation accrue des agriculteurs, des consommateurs et de l'ensemble de la société. Il s'agit d'encourager des pratiques responsables et de favoriser une consommation plus consciente, orientée vers des produits sains et respectueux de l'environnement.

Cette question est étroitement liée à la qualité de l'alimentation, notamment celle des enfants.

Une agriculture moins dépendante des produits chimiques contribue à offrir des aliments plus sains, essentiels pour le développement des écoliers. Une nutrition équilibrée et de qualité permet d'améliorer la concentration, la mémoire et la capacité d'apprentissage. Ainsi, la transition agroécologique ne concerne pas uniquement les agriculteurs, mais aussi le système éducatif et la santé publique.

Les échanges ont également mis en évidence le rôle central de la recherche scientifique dans l'accompagnement de ce changement. Les innovations développées dans les laboratoires doivent être transférées vers le terrain afin d'aider les agriculteurs à adopter de nouvelles pratiques. Cette collaboration entre chercheurs et professionnels est essentielle pour construire une agriculture à la fois productive et durable.

Les informations présentées lors de cette rencontre reposent sur des travaux scientifiques menés par des chercheurs spécialisés du CRTAA, cités par l'APS, ce qui garantit leur fiabilité. Elles s'inscrivent dans une dynamique internationale visant à promouvoir des systèmes agricoles plus respectueux de l'environnement et de la santé humaine.

La rencontre de Béjaïa confirme que la transition agroécologique n'est plus une option, mais une nécessité. Elle représente une réponse concrète aux défis environnementaux, tout en contribuant à améliorer la qualité de l'alimentation. En mobilisant la recherche, les agriculteurs et les citoyens, cette démarche ouvre la voie à un modèle agricole durable et bénéfique pour les générations futures.

C.S

L'AUTISME AU CŒUR D'UNE MOBILISATION COLLECTIVE À ALGER

EXPERTS ET INSTITUTIONS PLAIDENT POUR UN DÉPISTAGE PRÉCOCE

Un colloque d'envergure nationale consacré à l'autisme s'est déroulé lundi à Alger, mettant en avant la nécessité d'un repérage anticipé ainsi que d'une synergie accrue entre les différents intervenants afin d'optimiser la prise en charge des personnes concernées par ce trouble.

Par Youstra Dali

La séance inaugurale de cet événement, initié par l'Association nationale Autisme Algérie sous l'intitulé « Pour une dynamique renouvelée et une prise en charge efficace », a réuni la Déléguée nationale à la protection de l'enfance, Mme Meriem Cherfi, aux côtés de représentants de divers secteurs, ainsi que d'experts et de professionnels spécialisés.



Prenant la parole, Mme Cherfi a insisté sur « l'intérêt soutenu » accordé par les pouvoirs publics, sous l'impulsion du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, aux personnes atteintes de troubles du spectre autistique, en vue de leur assurer un accompagnement global et adapté. Elle a également précisé que le Plan national de l'enfance (2026-2030), conçu par l'Organe national de la pro-

tection et de la promotion de l'enfance (ONPPE), en concertation avec le Conseil national économique, social et environnemental (CNESE) et avec l'apport de plusieurs secteurs, intègre des dispositions spécifiques destinées aux enfants présentant des troubles du spectre autistique.

Elle a par ailleurs évoqué les avancées réalisées en faveur de l'enfance de manière générale, aussi bien sur le

plan juridique qu'institutionnel, estimant que les dispositifs de protection et de promotion ont été « considérablement renforcés, notamment au cours des dernières années ».

Pour sa part, la présidente de l'Association nationale Autisme Algérie, Mme Leila Ouali, a indiqué que la tenue de ce colloque s'inscrit dans le programme d'activités de l'association et coïncide avec la célébration de la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme.

Elle a ajouté que cette initiative vise à appuyer les actions engagées par l'Etat en matière de prise en charge des personnes atteintes de troubles du spectre autistique, tout en favorisant leur pleine insertion dans la société. Au cours de cette rencontre, organisée sur deux jours, les médecins et spécialistes présents ont mis en exergue l'importance d'un diagnostic précoce pour améliorer la qualité de la prise en charge. Les communications ont porté sur les manifestations cliniques de l'autisme, les approches thérapeutiques, les dispositifs d'accompagnement ainsi que les enjeux liés à l'inclusion sociale, tout en soulignant le rôle essentiel des parents dans ce processus.

Y.D

INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES
ENGOUEMENT DES JEUNES À MASCARA

Organisées lundi dans la commune de Sig, relevant de la wilaya de Mascara, des rencontres de proximité dédiées à la sensibilisation à l'importance de l'inscription sur les listes électorales ont attiré un grand nombre de jeunes, en parallèle à l'opération exceptionnelle de révision de ces listes.

Par Malek Gaya

Inscrites dans le cadre de la troisième édition de l'initiative « Haya Chabab 3 », lancée par le Conseil supérieur de la jeunesse, ces rencontres ont connu une participation remarquable de jeunes âgés de 18 à 25 ans. Ces derniers ont montré un intérêt marqué pour les explications apportées par les membres du Conseil au sujet de l'importance de s'inscrire sur les listes électorales, une démarche contribuant à ancrer la culture de participation à la vie publique et à renforcer les valeurs citoyennes.

La présidente de la Commission de coopération et des relations internationales du Conseil supérieur de la jeunesse, Wafaa Ben Ahmed, a affirmé à l'APS que les activités organisées à Sig ont suscité un engouement notable, les jeunes exprimant leur intention de s'inscrire avant l'échéance légale fixée au 26 avril en cours.

Elle a également indiqué que cette campagne nationale se poursuivra jusqu'à cette même date et concernera l'ensemble des wilayas, à travers des actions de sensibilisation organisées dans les espaces publics ainsi que dans les structures dédiées à la jeunesse et à la culture. Cette dé-

marche vise à encourager l'inscription sur les listes électorales, à promouvoir la participation aux élections législatives prévues le 2 juillet prochain et à favoriser l'engagement des jeunes dans la vie politique de manière générale.

Le programme de cette initiative comprend en outre l'organisation de sessions et d'ateliers destinés aux jeunes, axés sur l'importance de l'inscription électorale, la participation citoyenne, la contribution à la prise de décision, ainsi que sur les modalités d'inscription en ligne, a ajouté Mme Ben Ahmed.

M.G

ALPHABÉTISATION PAR L'INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE
L'ASSOCIATION "IQRA" ORGANISE
UNE JOURNÉE D'ÉTUDE

Une journée d'étude consacrée à l'alphabétisation à l'ère de l'Intelligence artificielle (IA) a été organisée dimanche à Boumerdes, par l'Association algérienne d'alphabétisation "Iqra", avec la participation de représentants de divers organismes, institutions et bureaux de l'association des wilayas du Centre.

Dans son intervention à l'ouverture de cette rencontre, tenue à la bibliothèque principale de lecture publique "Abderrahmane Hamida" et organisée en coordination avec l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo-Algérie à l'occasion de Youm Al-Ilm (Journée du savoir coïncidant avec le 16 avril de chaque année), le président de l'association, Khalid Hocine, a souligné que la "maîtrise des connaissances, des technologies avancées, du numérique et de l'IA est de nature à contribuer à l'éradication de l'analphabétisme et à la consécration du développement national global".

Il a également rappelé que l'Algérie a enregistré des résultats "considérables" dans ce domaine grâce au principe de gratuité et de droit à l'enseignement pour tous depuis l'indépendance, appelant à poursuivre les efforts en intégrant davantage l'IA dans les programmes de lutte contre l'analphabétisme.

De leur côté, des intervenants ont estimé que l'intégration de l'IA dans ce domaine est devenue "in-

contournable", soulignant l'intérêt particulier que lui accorde l'Etat.

Ils ont, en outre, insisté sur la nécessité de lutter contre l'analphabétisme numérique à travers l'adoption d'une feuille de route stratégique de promotion du numérique, fondée sur l'IA, devenue un levier pour réduire la fracture des connaissances.

A son tour, le représentant d'Ooredoo, Ramdane Djazaïri, a rappelé le partenariat "solide" liant l'entreprise à l'association "Iqra" depuis plus de 20 ans, durant lesquels elle a accompagné ses activités et soutenu ses projets, notamment à travers la création d'espaces dédiés à l'alphabétisation et à l'éducation, contribuant ainsi à réduire la fracture numérique.

La manifestation a été marquée par la signature d'une convention entre le bureau de wilaya de l'association "Iqra" et le Centre de formation et d'enseignement professionnels d'Ouled Moussa, portant sur la formation de près de 50 stagiaires femmes dans divers domaines pendant six (6) mois, sanctionnée par une attestation de qualification.

Elle a également donné lieu à la présentation des activités de l'association et à la distinction de plusieurs diplômées des classes d'alphabétisation et lauréates de concours intellectuels nationaux organisés par l'association.

R.S

RENCONTRE SCIENTIFIQUE À OUARGLA
MISE EN AVANT DU RÔLE DE
L'UNIVERSITÉ DANS LE DÉVELOPPEMENT
DES TRANSPORTS FERROVIAIRES

Les participants à une rencontre scientifique organisée dimanche à Ouargla ont souligné l'importance du rôle de l'université dans l'accompagnement du développement des transports ferroviaires.

Intervenant à cette occasion, Houari Toubakh, enseignement-chercheur, à l'université Kasdi Merbah d'Ouargla (UKMO), a affirmé que l'université est déterminée à contribuer à la stratégie de l'Etat en matière de développement des transports ferroviaires, et ce dans le cadre de l'ouverture sur son environnement socio-économique, en garantissant l'accompagnement et l'appui technique aux entreprises évoluant dans ce secteur vital, qui constitue, selon lui, un pilier important pour l'économie nationale, tant pour le transport de voyageurs que celui de marchandises. Pour sa part, le directeur de contrôle de gestion des participations à la société nationale des transports ferroviaires (SNTF), Sofiane Aibèche, a passé en revue les principaux projets structurants à l'échelle nationale, à l'image de la ligne ferroviaire Gara Djebilet-Tindouf-Bechar et celle du phosphate intégré à l'Est du pays, notant que la SNTF fait actuellement face à des défis majeurs, notamment après l'ouverture de nouvelles lignes.

Parmi ces défis figurent, entre autres, le phénomène de l'avancée des sables dans les régions sahariennes

et la généralisation de l'usage des nouvelles technologies, a-t-il expliqué, ajoutant que l'université algérienne est appelée à jouer un rôle pivot en matière d'accompagnement technique de l'entreprise De son côté, l'expert en transports ferroviaires, Djamel Touati, a indiqué que ce genre de rencontres constitue un point de départ pour trouver des solutions efficaces à certaines préoccupations soulevées dans les transports ferroviaires à travers le pays, d'autant que l'Etat a alloué des enveloppes colossales pour sa modernisation.

Le même intervenant a également fait savoir qu'il a été proposé aux responsables de l'UKMO d'introduire une filière de formation dans ce domaine afin de répondre aux besoins en main d'œuvre qualifiée.

Organisée par la Faculté des nouvelles technologies de l'information et de la communication, sous le slogan "Le transport ferroviaire et l'industrie 4.0", cette rencontre à laquelle ont pris part des représentants d'opérateurs actifs dans le secteur, s'est articulée autour quatre thèmes principaux.

Il s'agit de "la numérisation et la transformation intelligente du transport ferroviaire", "La maintenance intelligente et l'intelligence artificielle", "les systèmes de contrôle et d'automatisation" et "la sécurité des systèmes de transport modernes".

R.S

FOOTBALL/COUPE DE LA CAF

COUPE DE LA CAF / OC SAFI - USM ALGER (1-1)

HÉROÏQUES, LES ALGÉROIS SE HISSENT EN FINALE

L'USM Alger s'est qualifiée pour la finale de la Coupe de la Confédération africaine de football (C3), en éliminant le club marocain, l'Olympique Club Safi (1-1), lors de la demi-finale (Retour), disputée dimanche.

Les Rouge et Noir, qui avaient raté le coche une semaine plus tôt à Alger, en se contentant d'un nul vierge (0-0) lors du match aller se sont bien ressaisis, lors de cette demi-finale (Retour) et ont réussi à se qualifier pour la finale, grâce à l'option du but à l'extérieur, en cas d'égalité sur l'ensemble des deux matchs. Initialement prévu à 20h00 (Heure algérienne), le coup d'envoi de ce match retour a été finalement donné à 21h20, soit avec près d'une heure et demi de retard, suite à l'envahissement du terrain par un grand nombre de supporters locaux.

Un calvaire pendant lequel les joueurs de l'USMA ont été victimes de provocations et harcèlement, qui les ont obligés à regagner rapide-



ment les vestiaires, et d'y rester jusqu'au retour du calme.

L'Olympique Club a été le premier à se mettre en évidence dans le match, portant le danger dans le camp du gardien usmiste, Oussama Benbot pratiquement dès l'entame de la rencontre. Mais le portier usmiste était dans un grand jour et a réussi à repousser tous leurs assauts. Sur le plan offensif, les Rouge et Noir avaient attendu un bon quart d'heure avant de sortir de leur coquille, et c'est le jeune ivoirien

Kamagaté qui a été le plus en vue. Les meilleures actions algéroises ont d'ailleurs été toutes à son actif, particulièrement celles de la 18e et de la 42e, lorsqu'il s'était retrouvé seul face au gardien adverse. Malheureusement pour lui, l'ex-butteur du FC San Pedro n'a pas réussi à concrétiser.

Mais les efforts usmistes ont fini par porter leurs fruits à la 45e+1, lorsque la VAR a signalé un pénalty en leur faveur, suite à une main dans la surface de réparation. L'attaquant

Ahmed Khaldi s'est chargé de l'exécuter (0-1).

Au retour des vestiaires, et même s'ils avaient déjà réussi l'essentiel en première mi-temps, les Usmistes ont continué à jouer l'attaque, alors que Benbot se chargeait de "tenir la boutique" derrière. Du moins, jusqu'à la 75e, lorsque le Sénégalais Moussa Koné a réussi à égaliser d'une tête, après un corner du côté droit (1-1).

Seulement, et malgré plusieurs autres tentatives de part et d'autre, le score est resté inchangé jusqu'au coup de sifflet final, au grand bonheur des Algérois, qui a la faveur de ce résultat se qualifient pour la finale.

Vainqueur du titre en 2023, l'USMA rejoint ainsi le Zamalek d'Egypte, qui a éliminé l'autre représentant algérien, le CR Belouizdad (0-1, 0-0), vendredi, au stade du Caire, lors de la demi-finale retour. Le Zamalek s'est qualifié en effet grâce à la victoire du match aller à Alger.

La finale de cette édition 2026 de la Coupe de la Confédération africaine (C3) se jouera en aller et retour, respectivement les 9 et 16 mai prochain. Les Usmistes commenceront par recevoir à Alger, avant de se rendre en Egypte pour le verdict final.

LA FAF ET LA FIFA ORGANISENT UN ATELIER À ALGER UN NOUVEL ÉLAN POUR LE FOOTBALL AMATEUR

La Fédération algérienne de football, en collaboration avec la Fédération internationale de football, a lancé un atelier au Centre technique national de Sidi Moussa, à Alger. Cette initiative vise à améliorer le football amateur en Algérie.

Par Hamida Indja

La Fédération algérienne de football, en partenariat avec la Fédération internationale de football, a lancé dimanche un atelier consacré au développement du football amateur en Algérie. Cette rencontre se déroule au Centre

technique national de Sidi Moussa, situé à Alger.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le secrétaire général adjoint de la FAF, Halim Djendoubi, en présence de deux experts de la FIFA, à savoir Belhassen Malouche, responsable technique pour l'Afrique du Nord, et Amr Moheb, chargé du football amateur pour la zone Afrique.

Durant la matinée, une réunion élargie a été organisée. Elle a regroupé les cadres de la Direction technique nationale, les directeurs techniques régionaux ainsi que les sélectionneurs nationaux, accompagnés de leurs staffs. Cette rencontre a permis de rassembler les différents acteurs du football national.

Les discussions ont débuté par une évaluation générale de la situation du football amateur en Algérie. Les participants ont évoqué les difficultés rencontrées sur le terrain, notamment celles liées aux conditions de pratique et à

l'environnement du football amateur.

Dans l'après-midi, plusieurs ateliers thématiques ont été organisés. Ils ont permis d'approfondir les échanges et de proposer des solutions concrètes pour améliorer la situation du football amateur dans le pays.

La clôture de cet atelier est prévue pour lundi, avec la présentation d'un rapport final. Ce document contiendra les principales recommandations issues des travaux, en présence de tous les participants concernés.

À travers cette initiative, la FIFA et la FAF souhaitent renforcer le développement du football de base en Algérie. L'objectif est d'apporter un soutien technique adapté afin d'assurer la continuité et une meilleure organisation du football amateur.

I.H

CYCLISME / TAC-2026

LE BELGE TIMOTHY DUPONT REMPORTE LA 4^E ÉTAPE (SIDI BEL-ABBES-MOSTAGANEM)

Le cycliste belge Timothy Dupont, de l'équipe "Tarteletto-Isorex", a remporté, lundi, la quatrième étape de la 26e édition du Tour d'Algérie international de cyclisme, reliant les villes de Sidi Bel-Abbes et Mostaganem sur une distance de 134,9 km. A l'instar de la troisième étape, cette course a été marquée par une forte concurrence entre les coureurs, notamment dans les derniers mètres, avant que Timothy Dupont ne s'impose. Il a devancé le Sud-Africain Gustav Basson, de l'équipe "Tschinolo", arrivé deuxième, tandis que l'Algérien Hamza Amari, de l'équipe "Madar", a pris la troisième place. Bien qu'il n'ait pas remporté cette étape, le Belge Laurysen Jorben a conservé pour la quatrième fois consécutive le maillot jaune de leader du classement général.

En plus de son maillot bleu de vainqueur d'étape, Timothy

Dupont a décroché le maillot orange du coureur le plus combatif, en récompense de ses efforts lors de cette étape disputée au sein d'un groupe de tête composé de 14 coureurs.

Le maillot vert du meilleur sprinteur est revenu au Belge Laurysen Jorben, tandis que le maillot à pois du meilleur grimpeur a été attribué à l'Allemand Heiko Michael Pascal Horigoshen, de l'équipe "Embrace the World". Le maillot blanc du meilleur jeune (moins de 23 ans) a été remporté par le Sud-Africain Alexander Erasmus, de l'équipe "Tschinolo", et le maillot noir du meilleur coureur algérien a été décerné à Hamza Amari, de l'équipe "Madar". La quatrième étape, lancée lundi matin depuis Sidi Bel-Abbes en direction de Mostaganem, a été parcourue par le peloton principal en 2 heures, 49 minutes et 3 secondes.

Au total, 101 coureurs ont

pris part à cette étape, principalement destinée aux sprinteurs. Elle a été marquée par une lutte intense entre le groupe de tête et un second groupe, avec un écart de seulement 51 secondes à l'arrivée.

Le parcours a traversé les communes de Sidi Brahim, Aïn El Berd, Zeghloul, Oued Tlelat, Fornaka, Stidia et Mazagran, offrant aux coureurs des paysages variés entre les hauteurs printanières de Sidi Bel-Abbes, les plaines d'Oran et le littoral de Mostaganem.

Pour rappel, l'édition 2026 du Tour d'Algérie international comprend dix étapes totalisant 1.697,7 km, sous la supervision d'un jury international présidé par l'Espagnol Jorge Gual Martinez.

La cinquième étape se déroulera, ce mardi, sous forme de circuit fermé de 132,2 km à l'intérieur de la wilaya de Mostaganem.

RS

KARATÉ-DO

UN STAGE NATIONAL POUR ACCOMPAGNER LES NOUVELLES RÈGLES DE 2026

La Fédération algérienne de karaté-do a annoncé l'organisation d'un stage national destiné aux arbitres et aux entraîneurs, dans le cadre de la mise à niveau liée aux nouvelles règles de 2026. Cette formation vise à renforcer les compétences et à améliorer le niveau technique national.

Par Hamida Indja

La Fédération algérienne de karaté-do a annoncé l'organisation d'un stage national commun aux arbitres et aux entraîneurs. Cette formation est prévue pour le 30 avril 2026 et s'inscrit dans le cadre de son programme annuel visant à moderniser le dispositif national d'arbitrage et d'encadrement sportif.

Cette formation servira également à améliorer les compétences des entraîneurs. L'objectif est de les aider à mieux travailler en appliquant les nouvelles règles en vigueur dans le karaté au niveau mondial. Ce stage se déroulera à l'Institut des sciences et technologies du sport de l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira. Il portera sur l'étude des nouvelles modifications réglementaires prévues pour l'année 2026, notamment dans les disciplines du kata et du kumité. Cette formation concerne les arbitres de différents niveaux « nationaux, continentaux et internationaux », ainsi que les entraîneurs.

Selon la Fédération, ce stage a pour objectif d'améliorer les capacités techniques des encadreurs. Dans le même cadre, elle a annoncé l'organisation d'un examen spécifique destiné aux arbitres nationaux souhaitant accéder au grade d'arbitre national. Cette démarche vise à valoriser les compétences locales et à élargir le nombre d'arbitres qualifiés.

Par ailleurs, une opportunité a été offerte aux arbitres et entraîneurs qui n'ont pas pu participer aux précédents stages. Ils pourront régulariser leur situation administrative et être intégrés à la liste finale des participants à cette formation.

Aussi, concernant les candidats à l'examen continental, prévu en marge du prochain championnat d'Afrique organisé en Algérie, la Fédération a demandé aux intéressés de remplir un formulaire de participation et de l'envoyer par courrier électronique à la commission nationale d'arbitrage. Ce document est considéré comme une demande officielle pour participer à cet examen. En conclusion, la Fédération algérienne de karaté-do a invité tous les arbitres et entraîneurs concernés à respecter les délais de ce stage. Elle a insisté sur l'importance de cette formation pour améliorer le niveau technique et arbitral au niveau national, et pour assurer une bonne représentation de l'Algérie lors des prochaines compétitions africaines et internationales.

HI

SANTÉ MATERNELLE ET INFANTILE DES AVANCÉES NOTABLES EN ALGÉRIE

À l'occasion de la Journée nationale dédiée à la protection de la mère et de l'enfant, célébrée le 20 avril, le ministère de la Santé a organisé, lundi, une rencontre placée sous le thème « La santé de la mère et de l'enfant : pilier d'une société prospère ».

Par Halim Dardar

Tenue à Djamaâ El-Djazaïr en partenariat avec le bureau de l'UNICEF en Algérie, cette manifestation a été marquée par l'intervention du directeur de la prévention et de la promotion de la santé, Djamel Fourar, qui a affirmé que cette célébration reflète « la volonté constante du secteur de garantir à chaque mère et à chaque enfant le droit à la santé, à la sécurité et à la dignité », rappelant que cette catégorie constitue un enjeu prioritaire et stratégique au niveau national.

Il a indiqué que des progrès notables ont été réalisés, notamment à travers la baisse significative de la mortalité infantile, passée de 142 décès pour 1 000 naissances en 1970 à 19 décès en 2024, ainsi que le recul de la mortalité maternelle liée à l'accouchement.

Il a, en outre, mis en avant les acquis enregistrés par l'Algérie, citant notamment le fait que 99 % des ac-



couchements ont lieu désormais en milieu médicalisé et assisté, l'éradication du tétanos maternel et néonatal depuis 2018, ainsi que le déploiement de structures dédiées à la protection de la maternité et de l'enfance, en particulier les centres de référence répartis à travers l'ensemble des wilayas. À cela s'ajoute la généralisation des programmes de vaccination, qui ont contribué à améliorer sensiblement la santé des enfants.

De son côté, la directrice de la prévention et de la lutte contre les maladies transmissibles, Samia Hammadi, a souligné l'importance des centres de santé mère-enfant au sein du système national, lesquels assurent un accompagnement continu des femmes, de la grossesse

jusqu'à l'accouchement.

Elle a également présenté les principaux axes abordés lors de cette rencontre, parmi lesquels figurent l'importance du carnet de santé de l'enfant, le rôle de la sage-femme dans le suivi et l'orientation des femmes enceintes, la vaccination durant la grossesse, ainsi que la nutrition maternelle et les bienfaits de l'allaitement pour le développement de l'enfant.

Pour sa part, le responsable des programmes de santé et de nutrition au bureau de l'UNICEF en Algérie, Tarek Hadjoudj, a salué les résultats atteints par l'Algérie dans la prise en charge sanitaire de la mère et de l'enfant, estimant qu'ils comptent parmi « les plus aboutis à l'échelle du continent », tout en mettant en avant

« le rôle précurseur du pays dans la protection de l'enfant comparativement à plusieurs pays en développement ».

En marge de cette rencontre, une exposition de sensibilisation a été organisée avec la participation de plusieurs établissements publics de santé de la wilaya d'Alger. Cette initiative vise à améliorer la qualité des services sanitaires, à renforcer les méthodes de prise en charge et à sensibiliser davantage à l'importance du suivi médical pendant la grossesse, de la vaccination régulière des enfants et des dispositifs de protection sanitaire dédiés à la mère et à l'enfant.

H.D

CINÉMA

PLUS DE 55 FILMS DE 20 PAYS AU 6E FESTIVAL DU FILM MÉDITERRANÉEN D'ANNABA

Plus de 55 films, produits dans 20 pays, participeront à la 6e édition du festival du film méditerranéen prévu à Annaba du 24 au 30 avril prochains avec, comme invité d'honneur, le cinéma égyptien, a indiqué, dimanche, le commissaire du festival, Mohamed Allal.

M. Allal a précisé, lors d'une conférence de presse organisée à l'hôtel Seybouse International, que cette édition donnera lieu à la projection, en première vision, de 13 films étrangers et de 53 films algériens.

Différentes écoles du cinéma méditerranéen

seront représentées lors de cet événement annuel, a-t-il ajouté, soulignant que le choix du cinéma égyptien en tant qu'invité d'honneur a été décidé en célébration du centenaire du grand cinéaste Youcef Chahine (1926-2008).

Le programme prévu comprend, selon la même source, la projection, dans le cadre de la compétition officielle, de longs métrages, de courts métrages et de documentaires dans les salles du théâtre régional Azzedine-Medjoubi et de la cinémathèque d'Annaba, en plus de film hors compétition.

L'événement donnera également lieu à l'organisation des "Journées d'Annaba pour l'industrie cinématographique", qui ont attiré 212 projets cinématographiques, ainsi qu'au lancement d'un "concours spécial" pour les films produits à l'aide des technologies de l'intelligence artificielle, avec la participation de 8 pays, "dans une démarche traduisant l'ouverture du festival aux transformations technologiques modernes", a ajouté M. Allal.

R.C

INITIATIVE "HAYA CHABAB" A LA RENCONTRE DES JEUNES DU GOURARA

Les animateurs de l'initiative nationale "Haya Chabab", initiée par le Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), sont allés lundi à Timimoun, à la rencontre des jeunes du Gourara.

L'initiative a pour objectif d'organiser des rencontres avec la jeunesse locale, dans le cadre du plan d'action du CSJ visant l'implication du mouvement juvénile dans tout ce qui concerne les questions de portée nationale importante, a indiqué à l'APS le membre du CSJ pour la wilaya de Timimoun, Hassen Haddadi.

Elle vise à sensibiliser et à conscientiser les jeunes de l'importance de leur participation aux prochaines élections législatives, et à de faire évoluer leur statut de simples électeurs à celui d'acteurs politiques, porteurs de programmes et d'idées, et de les faire participer à la prise de décision, afin de leur garantir une représentation au sein des institutions de l'Etat, qui reflète leurs aspirations et qui définit les

politiques futures du pays.

La rencontre a été animée par Mohamed Berrabah, membre du bureau du CSJ, président de la commission de la citoyenneté, du bénévolat et de la vie associative, ainsi que par les membres du CSJ, Hassen Haddadi et M'barka Maatallah.

La rencontre a donné lieu à un débat interactif sur des questions importantes concernant les aspirations des jeunes et leur avenir dans différents domaines, tels que le sport, la culture et l'entrepreneuriat.

Lors d'une action de proximité menée au niveau de la commune de Timimoun, M. Berrabah a appelé les jeunes à s'inscrire sur les listes électorales ouvertes par l'Autorité nationale indépendante des élections du 12 au 26 avril 2026, et de se rendre massivement aux urnes le jour des prochaines élections législatives fixées au 2 juillet 2026.

R.S

SAVOIR-FAIRE ANCESTRAL LANCEMENT DE LA DEUXIÈME SESSION DE FORMATION DES ARTISANS

Une session de formation, dédiée à renforcer les capacités des artisans pour la promotion et la commercialisation des produits de l'artisanat traditionnel, a été lancée à Tizi-Ouzou, a-t-on appris lundi auprès de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM).

Entamée hier dimanche, cette formation, abritée par l'Institut national spécialisé de la formation professionnelle INSFP Imarzoukene Mohend Ouzerki de la commune de Tizi-Ouzou, profite à 20 artisans exerçant différents métiers, a indiqué le directeur de la CAM, Abdous Azzedine.

Cette session de formation, qui se poursuivra jusqu'au 30 avril prochain, cible un groupe de 20 artisans, succédant à une première promotion formée en mai 2025 au centre de formation professionnelle de Boukhalfa, a-t-il rappelé.

L'initiative vise à doter les participants d'outils pédagogiques et de techniques leur permettant de valoriser le produit artisanal traditionnel algérien, conformément à la stratégie nationale de promotion et de labellisation du produit artisanal algérien.

La formation met notamment l'accent sur l'amélioration de la qualité, les techniques de vente et de communication, le design, ainsi que le conditionnement et l'emballage, pour renforcer la présence du produit artisanal national sur le marché extérieur, selon la même source.

Les artisans bénéficieront également d'une initiation aux outils du marketing digital, aux réseaux sociaux et plateformes de vente en ligne, ainsi que de cours d'anglais pour les besoins de promotion de leur produit à l'international.

L'objectif est de permettre aux produits locaux de gagner en compétitivité, et à terme, leur labellisation sous le label "Artisanat d'Algérie" garantissant la qualité et l'authenticité des produits et leur protection de toute tentative d'appropriation par d'autres pays.

Cette action s'inscrit dans la démarche globale du ministère du Tourisme et de l'Artisanat visant à stimuler l'esprit d'entreprise chez les artisans et à promouvoir le produit artisanal algérien, a-t-on noté de même source.

R.C

ACCORDS

OÙ AVEZ-VOUS JAMAIS VU LE RÉGIME ISRAËLIEN RESPECTER UN QUELCONQUE ACCORD ?

Décidément, tout est toujours à recommencer. Y compris la réinformation, suite aux multiples mensonges des plus hautes autorités repris en boucle par leurs médias sommés de relayer leur propagande nauséuse, malheureusement suivie par une majorité de citoyens.

**Par Daniel Vanhove
In mondialisation.ca,
19 avril 2026**

Ces derniers jours, après les énièmes indécisions du président Trump – dont plusieurs proches suggèrent des moments de démission – sur la situation dans sa guerre contre l'Iran, il a annoncé avoir donné instruction au régime israélien de cesser toute attaque contre le Liban. Ce que Tel-Aviv aurait accepté en traînant les pieds, pour une trêve de 10 jours. Sinistre blague que voilà...

Qui peut être assez naïf, manquer de recul ou de mémoire pour croire un seul instant que le régime terroriste israélien accepte de suivre, respecter et appliquer n'importe quel accord qui contreviendrait à ses plans d'expansion auxquels il s'est attelé depuis des décennies ? Si tel était le cas, cela se saurait depuis longtemps. Et depuis longtemps, toute personne qui suit un tant soit peu l'actualité de la région sait qu'il n'en a jamais rien été. Cet État paria, assuré de l'impunité que nos lâches gouvernements lui ont laissée ne se soumet qu'à la loi du plus fort. C'est le seul langage qu'il entend et comprend, dès lors qu'il y est contraint.

CARTE BLANCHE

Le « cessez-le-feu » consenti pour 10 jours avec le Liban est du même ordre que celui convenu dans la bande de Gaza. Violé chaque jour. Entre le 10 octobre 2025, date de l'entrée en vigueur du « cessez-le-feu », et le 8 avril dernier, au moins 733 personnes ont été tuées et 1.913 blessées, selon le ministère de la Santé de Gaza. En-dehors des militants et associations en soutien aux Palestiniens, avez-vous lu quelque prise de position officielle pour condamner la violation de ce « cessez-le-feu » par le régime colonial, excepté l'Espagne ? Avez-vous vu ou entendu le gouvernement du président Trump intervenir sur la question et prendre des mesures contre le gouvernement d'occupation qui ne respecte pas ce « cessez-le-feu » ? Rien. Silence radio. Le régime sioniste a encore et toujours « carte blanche », quelles que soient ses exactions.

Il en sera de même de la « trêve » de 10 jours avec le Liban. D'ailleurs, 24 heures après sa proclamation, le régime sioniste a repris ses



bombardements sur le sud Liban, faisant plusieurs victimes. Et l'armée d'occupation a officiellement annoncé la mise en place d'une "ligne jaune", telle celle installée (et mobile!) dans la bande de Gaza. (Violations du cessez-le-feu : des maisons détruites par Israël dans le sud du Liban, des organisations de défense des droits de l'homme tirent la sonnette d'alarme, PressTV, le 18 avril 2026)

Les plans d'appropriation et d'expansion des territoires menant au projet du « Grand Israël » ne sont pas prêts de s'arrêter, et toute suspension de la résistance contre ces plans sert de répit aux forces armées sionistes qui en profitent pour se réorganiser et poursuivre leurs crimes, à l'ombre de « trêves » bidons. Sachant que personne n'a le courage d'intervenir pour les en empêcher.

Aussi, ne vous laissez pas induire en erreur. Avides et obnubilés de justice, chacun de nous espérons qu'une vraie paix soit enfin instaurée dans cette partie du monde qui a déjà tant souffert des plans sionistes. Et chaque annonce de « cessez-le-feu » ravive la flamme qui ferait sortir la Palestine de la longue nuit de cendres et de terreurs que ses habitants endurent depuis 80 ans. Mais ce temps-là n'est pas encore d'actualité. Et ne perdez jamais de vue que les promesses n'engagent que ceux qui y croient...

Un sondage récent indique que plus de 80 % de la population israélienne soutient la poursuite de l'éradication totale des Palestiniens de Gaza, et plus de 60 % l'annexion de la Cisjordanie. En juillet dernier, 71 députés contre 13 avaient déjà voté pour cette annexion, afin d'ôter définitivement toute idée de création d'un État palestinien aux côtés d'Israël'. (Le Parlement israélien vote

massivement en faveur de l'annexion de la Cisjordanie, PressTV, le 24 juillet 2025)*

RÉALITÉ DU TERRAIN ET RÉALITÉ DES MÉDIAS

Une fois de plus, la réalité sur le terrain est donc toute autre que celle relayée par les médias habituels. Et tant que l'armée israélienne gardera ses capacités et son potentiel pour poursuivre ses avancées territoriales, les plans d'expansion sioniste resteront à l'ordre du jour de tous les gouvernements israéliens, quels qu'ils soient. Les pertes sérieuses occasionnées par l'Axe de la résistance à cette armée ne sont pas encore assez lourdes que pour inverser le cours des choses. Il en faudra plus. Raison pour laquelle, il n'y a aucune alternative à la poursuite de la résistance armée contre ce régime xénophobe et raciste. C'est le seul langage qu'il comprend. Ce régime, tout au long de ce que l'on peut observer, est fort avec les faibles mais faible avec les forts. Voyez la panique dans les colonies et les grandes villes quand les sirènes d'alerte retentissent parce que l'Iran est parvenu à transpercer le Dôme de fer devenu passoire après quelques jours d'offensive. Sans l'appui constant des États-Unis et de certains pays européens, ce régime serait déjà au tapis. Il a démontré sa capacité à tuer les femmes, les enfants, les malades, les personnes âgées en lieu et place des résistants déterminés qui n'ont pourtant pas la technologie militaire pour se défendre.

UNE SOCIÉTÉ MILITAIRE DE HAUT EN BAS

Dans toute société démocratique

qui se respecte, c'est le politique qui dicte ses règles et son tempo à l'armée. Dans l'un de mes livres, j'indique qu'en Israël cela n'est pas le cas : toute la société israélienne, de haut en bas, est militaire, et c'est l'armée qui dicte le tempo. Sans son armée, cette société s'effondre. Or, le lieutenant-général à la tête de l'armée israélienne ainsi que d'autres anciens gradés ont averti qu'avec les différents fronts auxquels le gouvernement Netanyahu devait faire face, l'armée était à la limite de ses capacités. Et si l'armée israélienne s'effondre, c'est toute la société israélienne qui tombe. D'autant qu'au niveau politique et diplomatique, ce régime a commencé à faire le vide autour de lui. L'Axe de la résistance doit donc poursuivre ses offensives. (« Un effondrement interne » : en Israël, le chef de l'armée s'inquiète de la multiplication des fronts, TF1Info, le 27 mars 2026)

Enfin, au vu des manœuvres américaines dans le Golfe, et malgré les déclarations trompeuses et erratiques du président américain, il y a de sérieux risques que la guerre contre l'Iran reprenne dès lors que Téhéran vient de refermer le détroit d'Ormuz pour en reprendre le contrôle. La rupture des pseudos « cessez-le-feu » et autres « trêves » avec l'Iran et le Liban n'auront été qu'un feu-de-paille, comme à chaque fois. Feu-de-paille que certains proches du président américain mettent à profit pour miser gros en bourse quelques instants avant ses déclarations, y ramassant ensuite le pactole, au point qu'une enquête a été ouverte pour « délits d'initiés ». (Des traders anonymes ont misé très gros sur une baisse du cours du pétrole juste avant la réouverture d'Ormuz).

Escales sur le Web



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouguelmim

L'INOUBLIABLE NAÏMA ABABSA

Décédée le 18 avril 2021 à Alger, à l'âge de 58 ans des suites d'une longue maladie. L'artiste Naïma Ababsa aura été une digne représentante de la chanson algérienne dans la diversité de ses genres, vouant sa vie à l'enrichissement et à la promotion de la Culture algérienne.

Issue d'une famille d'artistes, Naïma Ababsa a marqué la scène artistique algérienne par ses prestations remarquables en participant à plusieurs manifestations culturelles dédiées à la musique en Algérie et à l'étranger, à l'instar des festivals, arabe de Djemila à Sétif et Orientalys de Montréal, ainsi que plusieurs concerts comme celui de Bercy à Paris...

Chanteuse et instrumentiste de renom, Naïma Ababsa excellait au piano et dans l'interprétation de

chansons de son répertoire ainsi que d'autres issues de la variété algérienne dans ses différents registres. Excellent dans plusieurs styles musicaux, tels que l'algérois, andalou, staïfi, chaoui, Naïma Ababsa aura été cet «air» de fête pour les Algériens. Car ayant procuré de la joie aux Algériens lors des fêtes, les mariages, musicalement parlant. Notamment avec des titres festifs comme Li Baghi Yaksi Martou, Talagni, Debal El Ain, Djani El Marsoul, El Nayliat, Tadjabni Sahara ou encore Rachik el kaad. Elle a laissé une belle discographie de plusieurs albums, notamment "Mazalni ala didani" (2001) et "Ya khti" (2010). Paix à son âme.

Publié par A.Hammouche sur Facebook, dans le Journal des artistes, le 17 avril 2026



LE PÊCHEUR ET SON PETIT FILS

Un jeune garçon a demandé à son Grand père pêcheur :

"Grand père, est-ce que c'est normal de parler aux gens de mes objectifs et de mes rêves dans la vie ? "

Le pêcheur était silencieux pendant un moment, puis a demandé :

"Pourquoi voulez-vous savoir ça ? "

Le jeune garçon répondit :

« Eh bien, Grand père, j'ai beaucoup de grands rêves, vraiment grands ! Je veux avoir un impact dans tous les domaines de la vie, pour ma génération et tous les aspects de la vie. Cependant, je ne sais pas si je devrais ou non parler aux gens de ces rêves que j'ai. "

Le pêcheur a souri, puis a dit :

"Tu sais quoi... allons attraper du poisson dans la rivière. Et après on continuera cette conversation ok "

À ce moment-là, le pêcheur et son petit fils ont pris leur équipement de pêche et sont allés à la pêche. À la rivière, ils ont mis un morceau d'appât sur l'hameçon et jeté la canne à pêche dans la rivière pour attraper un poisson.

Quelques heures plus tard, ils avaient déjà attrapé beaucoup de poissons et leur panier était presque rempli. Le pêcheur s'arrêta alors, pointé du doigt le panier et dit à son petit fils :

"Jetez un œil à tous ces poissons dans le panier. Ils ont été pris par le crochet, et leur destin est maintenant différent de celui de ceux qui sont dans la rivière. Ces poissons ont tout perdu dans leur vie ; leurs familles, leurs amis et leur maison. Malheureusement, ils vont devoir souffrir et être tués d'une manière horrible. Certains seront frits, d'autres au four, d'autres au barbecue, d'autres grillés, d'autres à la vapeur. Savez-vous pourquoi ils doivent traverser beaucoup de malheur ? "

Le garçon a réfléchi pendant une minute, puis a secoué la tête et a dit :

"Je ne sais pas, Grand père. Dis-le moi. "

Le pêcheur a pris une profonde respiration, puis a sifflé,

« Eh bien, c'est parce qu'ils n'ont pas pu fermer leur bouche. Il est dit qu'un poisson à bouche fermée ne se fait ja-



mais attraper par l'hameçon. Ça ne tombe jamais une victime. "

En disant ça, le pêcheur a tapoté l'épaule de son petit fils, souri et a ensuite continué,

"Fiston, c'est ce qui se passe dans la vraie vie. Beaucoup de gens ont échoué et perdu tout ce qu'ils ont acquis dans la vie parce qu'ils ont ouvert la bouche trop grand et parlé à d'autres personnes de leurs rêves et projets. Une bonne raison de garder vos sens et de vous taire sur les projets à venir est que la plupart des gens ne veulent pas vous voir réussir. C'est un conseil pour éviter que vos projets ne soient sabotés par des gens qui vous envient. Vous ne devriez jamais annoncer vos rêves jusqu'à ce qu'ils soient proches de l'achèvement. Beaucoup de gens feront tout ce qui est en leur pouvoir pour envoyer un poignard à travers votre poitrine juste pour s'assurer que vous ne réussissez pas. Une bouche fermée ne se met jamais en danger. Gardez votre grand mouvement secret. Bougez en silence. Passez à l'action, et choquez les gens avec vos résultats. "

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 18 avril 2021.

L'AIGLON QUI DOUTAIT DE SES AILES

Dans un village entouré de collines et de champs dorés, une vieille poule trouva un œuf étrange, plus grand que les autres.

Sans se poser de questions, elle le couva avec amour.

Quelques jours plus tard, l'œuf éclot.

Ce qui en sortit n'était pas un poussin... mais un aiglon.

La poule, attendrie, l'éleva comme les autres.

L'aiglon apprit à picorer, à courir, à gratter la terre.

Mais au fond de lui, quelque chose ne collait pas.

Quand les autres poussins se contentaient du sol, lui regardait toujours le ciel.

— « Pourquoi fixes-tu les nuages ? » lui demanda un poussin.

— « Je ne sais pas... j'ai l'impression que quelque chose m'appelle là-haut. »

Les autres rirent.

— « Ici, on ne vole pas. On vit au sol. C'est comme ça. »

Alors, peu à peu, l'aiglon commença à douter de lui-même.

Un jour, un grand aigle traversa le ciel, majestueux, libre.

Son ombre glissa sur le sol.

L'aiglon sentit son cœur battre plus fort que jamais.

— « Qui est-ce ? » demanda-t-il.

— « Un aigle... mais ce n'est pas pour nous », répondit la poule.

Ces mots le troublèrent.

Cette nuit-là, il ne dormit pas.

Il regarda les étoiles et sentit en lui une force qu'il ne comprenait pas.

Le lendemain, il s'éloigna du poulailler... jusqu'à atteindre une colline.

Là, le vent soufflait différemment.

Il étendit ses ailes... hésita... et sauta.

Il tomba.

Il essaya encore.

Encore.

Jusqu'au moment où... le vent le porta.

Pour la première fois, il vola.

Du haut du ciel, il regarda le village.

Il comprit alors : il n'avait jamais été fait pour rester au sol.

Il retourna voir la poule et dit avec douceur :

— « Merci de m'avoir protégé... mais je dois maintenant devenir ce que je suis. »

Et il s'envola vers les hauteurs.

Morale

L'aigle et le poussin ne volent pas à la même hauteur.

Même s'ils picorent les mêmes graines, leur vision et leur destinée diffèrent.

Tu peux grandir au même endroit que les autres...

sans avoir la même destinée.

Ce n'est pas une question de valeur, mais de maturité, de perspective et de temps.

Certains sont appelés à rester au sol pour apprendre.

D'autres sont appelés à prendre de la hauteur pour voir plus loin.

Ne laisse pas ceux qui ne volent pas te convaincre que le ciel n'existe pas.



Publié par Gilles Nya sur sa page Facebook, le 20 avril 2026



Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
05:20	12:54	16:23	19:02	20:24

4^E SESSION DE LA COMMISSION MIXTE ALGÉRO-TCHADIENNE

AHMED ATTAF ACCUEILLE SON HOMOLOGUE TCHADIEN

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Ahmed Attaf, a accueilli, lundi soir, à l'Aéroport international Houari-Boumediene, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et des Tchadiens de l'extérieur de la République du Tchad, pays frère, M. Abdoulaye Sabre Fadoul, qui effectue une visite en Algérie dans le cadre de la tenue de la 4e session de la Commission mixte algéro-tchadienne, indique un communiqué du ministère.

Les travaux de la Commission mixte algéro-tchadienne débuteront mardi, sous la coprésidence des ministres des Affaires étrangères des deux pays, note le communiqué.

RA



COMMERCE EXTÉRIEUR

REZIG EXAMINE LES PERSPECTIVES DE COOPÉRATION AVEC LE MINISTRE DU COMMERCE DE LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu, lundi à Alger, le ministre du Commerce et de l'Industrie de la République du Tchad, Mathieu Guibolo Fanga, avec lequel il a examiné les voies et moyens de renforcer la coopération et le partenariat économique et commercial entre les deux pays, indique le ministère dans un communiqué.

La rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, en marge de l'ouverture des travaux de la 1ère session du Conseil d'affaires algéro-tchadien, a été l'occasion d'échanger les vues sur les

voies et moyens de renforcer les relations de coopération économique et commerciale entre les deux pays, à même de refléter la volonté commune de l'Algérie et du Tchad, de développer le partenariat bilatéral et d'élargir les perspectives des échanges commerciaux.

Les deux parties ont également abordé la possibilité d'organiser une foire des produits algériens en République du Tchad, dans le but de faire connaître les capacités de production nationale, mettre en exergue la diversité et la qualité des produits algériens et ou-

vrir la voie aux opérateurs économiques algériens pour accéder au marché tchadien et explorer les opportunités de partenariat offertes, ajoute le communiqué.

Dans ce cadre, les deux responsables ont réaffirmé l'importance d'encourager les échanges directs entre les hommes d'affaires des deux pays, à travers le Conseil d'affaires algéro-tchadien et d'intensifier les initiatives économiques communes, à même de contribuer au développement des échanges commerciaux, conclut le communiqué.

RA

LUTTE CONTRE LES BANDES DE QUARTIERS

SAYOUD PROCÈDE À L'INSTALLATION DE LA COMMISSION NATIONALE DE PRÉVENTION

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud a procédé à l'installation des membres de la commission nationale de prévention et de lutte contre les bandes de quartiers pour la période 2026-2029, dans une démarche traduisant "l'engagement ancré de l'Etat à renforcer la sécurité et la stabilité et à faire face à tous les phénomènes susceptibles de porter atteinte à la cohésion de la société", a indiqué, lundi, un communiqué du ministère.

L'installation des membres de cette commission s'est déroulée en présence des différents secteurs sécuritaires et ministériels.

Dans son allocution à l'occasion, M. Sayoud a affirmé que cette installation marque "un nouveau départ du processus national décisif de lutte contre le phénomène des bandes de quartiers", soulignant que la prévention demeure "un choix stratégique" au titre d'une approche globale, basée sur "la complémentarité entre la sensibilisation et la dissuasion".

Le ministre a souligné, dans ce contexte, "le rôle clé des services de sécurité dans la lutte contre ce fléau", leur exprimant

sa considération et reconnaissance pour "leurs efforts constants déployés pour protéger les citoyens et leurs biens".

Il a ajouté que la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune se veut "globale et complémentaire" pour lutter contre ce phénomène, à travers la mise en place d'un cadre juridique et le renforcement des mécanismes de sa prise en charge, à travers la Commission nationale au niveau central et les commissions de wilaya au niveau local".

Se félicitant du "rôle de sensibilisation efficace dont s'acquittent les différents acteurs", le ministre a mis en avant l'importance d'"exploiter les réseaux sociaux dans la diffusion de la conscience et le développement d'un discours préventif en phase avec les intérêts des jeunes et à même de contribuer à la lutte contre les comportements délinquants et violents".

Au terme de son allocution, le ministre a appelé à "une mobilisation collective" de l'ensemble des acteurs, afin de faire face au phénomène des bandes de quartiers, qui est, a-t-il dit, "une responsabilité commune qui requiert la coordination des efforts et l'intensification du travail sur le terrain, afin de réaliser les objectifs escomptés".

Cette commission nationale se charge, plus particulièrement, de "l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie nationale globale qui repose sur le diagnostic minutieux du phénomène et vise différents espaces, notamment le milieu scolaire, les quartiers, les maisons de jeunes, les mosquées, ainsi que l'espace numérique", tout en focalisant sur "les mécanismes de prévention, de sensibilisation et de l'alerte précoce", selon le communiqué.

RA

RA

PRISE EN CHARGE DES PRÉOCCUPATIONS DES JEUNES

LE MINISTÈRE DE LA JEUNESSE LANCE SA PLATEFORME NUMÉRIQUE "SAWTOUKOUM"

Le ministère de la Jeunesse a annoncé, lundi dans un communiqué, le lancement de la plateforme numérique "sawtoukoum", un mécanisme moderne dédié à la prise en charge des préoccupations des jeunes et à l'écoute de leurs avis et propositions.

"Dans le cadre de la mise en œuvre des orientations de l'Etat visant à renforcer la transformation numérique et à consacrer les principes de transparence et d'ouverture envers la catégorie des jeunes, le ministère de la Jeunesse annonce le lancement de la plateforme numérique (sawtoukoum), un mécanisme moderne pour prendre en charge les préoccupations des jeunes et recueillir leurs avis et propositions, et ce

sous la supervision directe du ministre de la Jeunesse", précise-t-on de même source.

"Sawtoukoum" est une plateforme numérique interactive qui permet aux jeunes d'exprimer leurs préoccupations et de soumettre leurs propositions et observations en toute transparence, mais aussi de signaler les insuffisances, les dépassements et les préoccupations générales, tout en assurant le suivi en temps réel de leurs demandes jusqu'à leur traitement".

Les jeunes peuvent accéder à cette plateforme via le lien suivant : <https://sawtoukoum.mjeunesse.gov.dz>

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des démarches du secteur visant à

"adopter la numérisation pour améliorer la qualité du service public et consacrer une approche participative fondée sur l'implication des jeunes dans la formulation et l'évaluation des politiques publiques qui leur sont destinées", conclut le communiqué.

Dans ce cadre, le ministère invite l'ensemble des jeunes à "s'impliquer activement dans cette initiative et à exploiter cette plateforme numérique pour exprimer clairement leurs aspirations et soumettre leurs préoccupations, ce qui est à même de contribuer à l'amélioration de la performance du service public et au renforcement de la qualité des programmes proposés".

RA

IL ÉTAIT MEMBRE DU CONSEIL DE LA NATION ET ANCIEN MINISTRE

LE DÉFUNT CHEMS EDDINE CHITOUR INHUMÉ AU CIMETIÈRE DE BABA HASSEN À ALGER

Le membre du Conseil de la nation et ancien ministre, Chems Eddine Chitour, décédé à l'âge de 82 ans, a été inhumé lundi après-midi au cimetière de Baba Hassen à Alger.

Les funérailles se sont déroulées en présence du président du Conseil de la nation, M. Azouz Nasri, des membres du Gouvernement ainsi que de la famille et des compagnons du défunt.

Le président du groupe parlementaire du tiers

présidentiel au Conseil de la nation, M. Saad Arous, a salué, dans une oraison funèbre, les qualités du défunt et son parcours "riche en apports dans les domaines de l'enseignement supérieur, de l'action gouvernementale et du service public", mettant en avant les contributions du défunt à "la promotion de la recherche scientifique et à la défense des questions nationales".

Le président de la République, M. Abdelmadjid

Tebboune avait présenté, dimanche, ses sincères condoléances et exprimé sa profonde compassion à la famille du défunt, soulignant que le parcours scientifique du défunt Chems Eddine Chitour, "a été marqué par des contributions et des recherches devenues des références pour les étudiants et les chercheurs dans les universités et centres de recherche".

RA